

SAUSFRONTIÈRE

Semaine du 21 au 27 février 1981 Numéro 12. Prix 5F.

HEBDO

Tunisie 0,400 DT - Maroc 4,40 DH

LA DROGUE ET LE P.C.F.

LE GRAND BLUFF


RACISME

MOURIR A 17 ANS
Ils s'appelaient
Yazid, Abdelkader
et Haouari...

ORANGE :
LE PROCES DES
ASSASSINS

Page 7

SAUSFRONTIÈRE

bi-mensuel pour un hebdo de l'immigration 26 février 1980 4f. 700 litres 35 F.R. n°8



MON COUTEAU
 CONTRE VOS 21 LONG RIFLES
 L'heure n'est plus à l'insurrection.
 L'heure n'est plus à la révolte.
 L'heure n'est plus aux armes...
 à la douleur qui vous enfonce
 dans une dégoûtante existence
 à vous en faire perdre vos couchons...

L'HEURE EST LA...
 22, via un long rifle,
 un docteur,
 un médecin...
 Qui sera la prochaine victime ?
 toi ?
 Moi ?
 Aujourd'hui, en France,
 on peut tuer un tueur impunit...

TIREZ LES PREMIERS, MESSIEURS...
 L'ennemi n'est jamais si bon, si méchant,
 si dangereux,
 si à craindre...
 Il est là, au 22 long rifle.
 Il est souvent gardien
 de la paix...
 de la vie...
 de notre mort.

Je ne suis ni bangale
 ni vietnamite.
 Je commence à avoir peur...

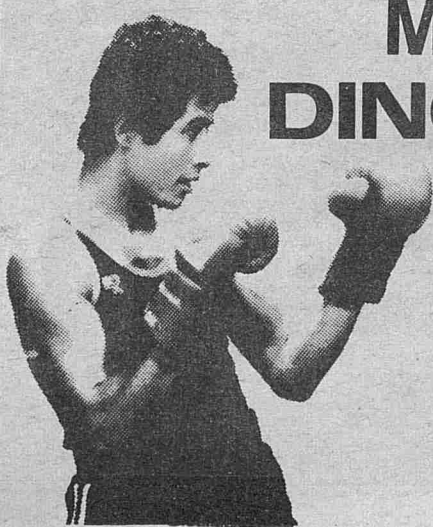
PEUR POUR MON FILS.
 Je ne veux pas le voir mourir
 dans une cave,
 dans une cage d'escalier
 comme ça... tout ça...
 dans un état de choc...
 un état qui s'appelle
 le sang des capotins...

DEMAIN, JE N'AURAI PLUS PEUR.
 A tous les gars
 qui s'amusent plus jamais le droit
 de vivre dans les caves ou cages d'escalier.

MARTINIQUE

APRES
LES ELECTIONS
PRESIDENTIELLES
L'AFFRONTLEMENT?...

P 8-9

SPORT... SPORT...


MOMO
DINGUE
DU
FULL

Page 14

PETITION... PETITION...

Après Vitry sur Seine
et Montigny les Corneilles
MANIFESTE
DES
ALLOGENES

Page 6

THEATRE... THEATRE...

LE FOU
ET LE
MEDAH



Page 12

Un soupçon de liberté

Chère Fatiha

Des personnes de mon entourage m'avaient souvent parlé du journal « Sans Frontière », mais malheureusement, j'ai eu du mal à le trouver dans les kiosques ou librairies. Malgré tout, il y a deux semaines, j'ai réussi à l'acheter et à apprécier son contenu sur l'actualité étrangère, et plus particulièrement, les problèmes que rencontrent les filles ou femmes maghrébines face aux familles et aux traditions.

J'admire la façon dont tu l'as expliqué et dis-toi que ce problème est malheureusement banal, si je puis dire ainsi, dans une famille où se mélangent, traditions, culture, et modernisme. Je suis âgée de 20 ans, je suis secrétaire dans une multinationale, mais malgré ce beau cadre, je suis comme toi, confrontée chaque jour à des problèmes qui, parfois, poussent au désespoir. J'ai l'impression d'être assise sur deux chaises et ne pas savoir laquelle choisir. Je suis musulmane avant tout, par ma façon de voir les choses et ma façon de réagir devant certains événements. Je vis chez mes parents, au début, aucun problème lorsque j'étais au lycée, je ne cherchais pas à comprendre pourquoi la femme aux yeux de ses proches, doit être soumise et s'humilier parfois.

Je n'avais pas le temps de penser à cela, ces choses ne me touchaient pas encore, il n'y avait que les études qui avaient de l'importance à mes yeux.

Et un jour, j'ai réalisé, j'ai essayé de comprendre mes problèmes et ceux de certaines amies. C'est à ce moment là que j'ai remarqué que même chez moi, je n'avais pas le droit de dire ce que je pense, de m'exprimer en toute liberté, de dire que j'existe, que je suis quelqu'un à part entière, on m'a répondu par des coups et des insultes.

J'ai persévéré, je me suis révoltée tout en gardant la foi. J'ai eu d'autres optiques, des projets qui meurent

La lettre de Fatiha Ayadi, publiée dans le No 7 de « Sans Frontière-Hebdo » nous a valu un abondant courrier.

Nous publions cette semaine deux lettres de lecteurs

et qui renaissent. Je ne veux pas faire partie de celles qui sous le toit de leurs parents, n'attendent que le moment d'être mariée et de continuer la chaîne qui a commencé, celle des femmes objets. Je dis NON à ce système de vie, je veux être égale par ma façon d'agir et de penser. Je VEUX être libre de tous mes mouvements, je veux rencontrer des gens, discuter sans être traitée de « débauchée ».

Le fait de travailler ne me rend pas plus libre, au contraire, je suis surveillée, épiée, questionnée pour cinq minutes de retard et même malgré mes 20 ans.

J'ai pris mon courage à deux mains, après le travail, nous nous réunissons dans un milieu d'immigrés et j'en ai profité pour leur demander de m'expliquer leurs façons de voir les femmes, leurs idées, leurs opinions m'ont convaincue qu'il existait des gens compréhensifs.

A partir de ce moment là, j'ai provoqué au sein de ma famille un malaise, on me regardait différemment, on avait peur des « qu'en dira-t-on ». Mon père avait pris l'habitude de m'attendre sur le parking de la société. Mon frère s'en est mêlé et m'a envoyé dernièrement à l'hôpital après une dépression nerveuse. J'ai essayé d'expliquer que le fait de rentrer deux heures plus tard me permettait seulement de me défouler, sans pour autant coucher avec tout le monde. Eh bien non ! J'étais d'après mes parents, vouée à faire « comme les autres », c'est à dire fonder un foyer, et aller de nouveau souffrir sous le joug du mari.

De ce côté, je n'ai pas gâté mes parents. Je n'ai pas fait mon devoir de fille modèle, puisque dernièrement, après une demande en mariage, comme cela se fait encore, j'ai accepté dans une période où tout allait de pire en

pire avec mes parents, en espérant être heureuse plus tard. Et puis j'ai réalisé que le futur mari, malgré ses 23 ans, voulait à tout prix que je lui sois soumise, me traitait comme une idiote, le fait que je sois une femme ne me donnait aucun droit.

Ce qui devait arriver arriva, j'ai réussi malgré beaucoup d'hésitations, à dire NON à trois jours de la fête. Quel déshonneur, quel drame, j'ai provoqué.

Tout allait plus mal, après cet événement, mais j'ai persisté, et cela continue encore.

Je me réfugie auprès des poèmes que j'écris et la musique qui m'attire beaucoup.

Pourtant, je vis, je respire, je pense, je peux aimer, mais si on ajoutait à tout ceci un soupçon de liberté, un autre de tendresse, vous obtiendrez un être heureux, et c'est ce qui nous manque à toutes.

Nous cotoyons tous les jours des hommes, des femmes qui nous apportent à tout moment quelque chose de nouveau, nous avons toutes besoin d'apprendre à connaître d'autres façons de penser, sans pour autant renier notre race.

Voilà en quelques lignes, car je pourrais en raconter des pages, ma vie, ta vie, leurs vies.

J'ai lu ton article qui m'a vraiment émue, et la chose la plus importante à mes yeux, c'est la solidarité.

Car comment veux-tu qu'il y ait un changement s'il n'y a pas solidarité entre femmes elles-mêmes. J'espère que par ce petit article, toutes les lectrices de « Sans Frontière » et les autres, comprennent que nous savons nous défendre.

Malika Rahou

Tendre la perche

Bonjour,

J'ai lu tes écrits. Ce n'est que par un débat permanent, qu'il est possible de faire prendre conscience aux hommes et aussi aux femmes de leur condition. Tu n'es pas la seule dans ton cas, malheureusement. Il y a beaucoup de femmes et d'hommes. Certes, ce sont eux qui détiennent les clefs des pouvoirs, qui régissent notre vie ; mais les femmes, elles ont une partie de responsabilité dans l'éducation de leurs filles.

Nous vivons dans l'immigration avec toutes les influences culturelles, idéologiques que nous subissons. Et souvent, nous réagissons sur notre vie d'immigré(e) dans les métropoles capitalistes, sans prendre en compte la réalité du pays d'origine. Or ta « libération », ne peut se faire sans l'homme et ton pays d'origine. Car l'immigré(e) est exposé en permanence aux lois bonnet, Stoléro etc, et du jour au lendemain, il ou elle se retrouve expulsé.

En allant dans une « boîte », ou prendre un pot dans un café et fumer, ce n'est pas, à mon sens, une libération. Mais plutôt un « désir ». Dans les capitales Arabes, cela se fait quotidiennement par les femmes de la bourgeoisie. La première chose à faire, c'est d'amener l'homme sur le terrain de l'auto-critique, à se remettre en cause, et non de tomber dans le panneau de la différence, de la séparation et du ghetto. Nous ne pouvons aller chercher ailleurs nos buts et nos aspirations. Cet ailleurs qui est l'Occident.

La lutte des femmes concerne tout le monde. Ce n'est qu'avec tout le monde. Ce n'est qu'avec tout le monde hommes et femmes, que c'est possible de remettre les choses en cause.

Le « désir », n'est qu'une manifestation individuelle et entre l'individualité et la bourgeoisie, il n'y a qu'un pas.

Enfin, dans l'immigration, ainsi que dans les pays d'origine, il y a des hommes assez conscients des « problèmes » de la femme. Il suffit de tendre la perche et s'accepter dans un mouvement d'unité.

Amicalement

Mohand

NOUVEAUX TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière »,
35 rue Stephenson, 75 018 Paris — C.C.P. 420 900 F Paris
— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois	3 mois
France	220F	170F	120F	70F
Europe, Afrique	280F	220F	160F	90F
Par avion	320F	290F	170F	105F

☐ Abonnement

☐ Réabonnement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville



TOUS LES SAMEDIS
Achetez, lisez
diffusez, écrivez
« Sans Frontière »

sansfrontière

Siège social : 35 rue Stephenson, 75018 Paris
Tél.: 606 15 68
Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin
75003 Paris. Tél.: 278 44 78.
rédaction régionale Midi : 9 rue de la Rotonde
13001 Marseille. Tél.: (91) 62 58 93.
Fondateur de l'Association
« Editions sans frontière »
Louis Gallimardet
Directeur de la publication : Khali Hamoud
c.c.p. : 420900 F Paris
Commission paritaire N 61715
Diffusion N.M.P.P.
Imprimerie Voltaire-Roto, 93 Montreuil.

De Saint-Chamas soun jamai sorti de mari muscle

Le mercredi 4 février, à l'appel de son maire M. Deshons, St Chamas, petite ville méridionale se mobilisait pour libérer son adjoint au maire condamné pour avoir ratonné. Opération réussie ? Abdallah Ben Aïssa est allé voir ce qu'il en est.

Pour les immigrés de Saint-Chamas, l'incident est clos. Il y a belle lurette que l'on pense à autre chose. Si l'émotion fut importante au moment des incidents, il règne actuellement un climat d'indifférence et de lassitude. A peine a-t-on enregistré la décision de justice : « Les juges ont fait leur travail, nous a-t-on dit, un point, c'est tout. Il n'y a pas à faire d'histoires. Pour M... », « il est, marrant que la mairie politise l'affaire parce que l'adjoint au maire s'est conduit de manière raciste. Il ne faut pas se faire d'illusions. Quels que soient les partis, c'est la même chose. En ce moment, nous avons d'autres soucis en tête. Le logement... Deux cents familles doivent quitter leurs appartements. Le propriétaire ne veut plus renouveler le bail. Où vont-ils aller ? Qui va les reloger ? Et puis ce chômage... Les jeunes que vont-ils devenir ? Aucun avenir, aucun, nulle part. Tu peux écrire dans ton journal que Doublet et Géronimi soient en prison ou pas, on s'en fout. Est-ce que tu crois que cela va changer les coeurs ? Nous savons ce qu'ils pensent et que pouvons-nous y faire ? Doublet et l'autre ont fait des conneries, ils doivent payer, comme n'importe qui. Conseil Municipal ou pas, la justice dans le monde entier, c'est la même normalement. La bêtise est internationale, française, arabe, juive, et tout ce que tu veux... Nous voulons simplement vivre en paix comme tout le monde... »

La honte de sa vie

Les jeunes accoudés à un bar sympa, où vont sans problèmes arabes et français, me parlent surtout de Géronimi l'irascible professeur de karaté : « Il

y a beaucoup de boîtes qui sont interdites aux arabes dans la région. Une fois même, il y a un arabe qui a montré sa carte d'identité française. Ils l'ont refusé. Le soir, il a pris sa voiture et a voulu se suicider. Sa femme et ses copains l'ont empêché. Géronimi était un videur de boîte. Il roulait les mécaniques. Il a fracassé aussi bien des français que des arabes. Pour un rien, il se met à jouer avec son karaté. Il se croyait le plus fort. Quand le boxeur l'a ruiné, cela a été la honte de sa vie. C'est pour cela qu'il a sorti l'artillerie. » Des jeunes français se joignent à la conversation. Leur opinion est dure ; pour Pierre N... : « Doublet a eu ce qu'il mérite. C'est une grande gueule. Il fait trop le gandin. C'est un plein de vent et de pastis » Jean ajoute : « La mairie n'est pas aimée. Ils ne sont pas clairs. Trop d'affaires louches. Cette histoire les sauve. D'ailleurs, le maire ne veut pas se représenter. Personne ne va voter pour lui ». En discutant, avec les jeunes, j'ai cru me tromper de ville. Saint-Chamas, ville raciste. Nous l'avons trop vite dit. Il est vrai que le pastis aidant, des incidents graves ont éclaté et de nombreuses familles d'origine étrangère ont été vraiment surprises par la violence et l'ampleur des bagarres le jour du fameux aioli. Nous avons écrit un peu trop vite qu'il s'agissait d'un affrontement entre deux communautés. Cette image du « monsieur tout le monde », comme le proclame Gabriel Domenech du Méridional, est un peu trop simpliste. Cela arrange « tout le monde » de parler de cette manière des français moyens, de la France profonde, de la province. Trop de clichés... Il est vrai que la menace est profonde aujourd'hui. Le tissu so-

cial se dissout. Les petites entreprises ferment. Les jeunes ne trouvent plus de débouchés. Cette réalité est le véritable facteur d'insécurité et cette insécurité pèse lourd dans les rapports quotidiens. La facilité de la démagogie conduit au racisme. Il y a pourtant des hommes et des femmes qui restent debout, un peu à la manière de l'héroïne jouée par Nathalie Baye dans « la Provinciale » (de Claude Goretta). Cette France là me plaît. France du refus, force tranquille et radieuse face à la connerie, et la haine. Monsieur et Madame Lemaire l'incarnent à merveille. M. Lemaire est instituteur et conseiller municipal. Il est un Saint-Chamassien d'adoption. Mme Lemaire qui est aussi institutrice, est de souche saint-chamassienne. Son père est l'auteur d'un beau livre sur Saint-Chamas, livre de proverbes provençaux et plein d'indications sur la région.

A contre-courant

Ils se sont dès le début opposés au maire. Comme ils disent, ils ont pris « leurs responsabilités ». Je ne m'inquiète pas pour eux. Est-ce que M. Lemaire pourra tranquillement continuer à planter des roses ? Ne va-t-il pas s'attirer l'hostilité de tout le village ? Il me rassure : « Même si nous sommes en minorité à la mairie (4 conseillers ont refusé la motion du conseil municipal), nous sommes loin d'être isolés à St Chamas. Au minimum, les gens trouvent que la mairie est allée trop loin et il arrive souvent qu'ils désapprouvent la gestion de la mairie »

M. et Mme Lemaire, avec d'autres habitants de la région, ont créé une « association aux Travailleurs Immigrés ». Ils ont distribué des tracts et organisé plusieurs réunions.

A ce moment même où les esprits étaient les plus chauffés, avec une calme lucidité, ils sont allés à contre courant. C'est important à souligner et j'ai eu beaucoup de plaisir à les rencontrer.

Mme Lemaire ne croit pas à une coupure dans la population : « la vie est dure, en Provence. On croit que le pays est accueillant, il n'en est rien, les lorrains qui sont venus à Fos en savent quelque chose. Ils ont souffert de l'isolement et beaucoup sont retournés chez eux parce qu'ils n'ont pas pu s'adapter. La Provence a pris des allures de Californie pendant les années 1970, Fos devait faire vivre toute la région, les usines se multiplier, de beaux rêves qui se sont évanouis, il ne reste plus qu'un paysage gâché et qui a perdu son âme »

Elle ajoute encore : « une dame que j'ai rencontrée reflète bien une certaine partie de la population St Chamassienne qui n'aime pas les étrangers. Pour elle, il faudrait prendre des mesures pour que les familles étrangères

quittent le pays. Mais cela doit se faire dans la légalité et sans violence, que le gouvernement dise clairement qu'il ne veut plus des étrangers, mais les tuer comme ça, dans l'ombre, dit-elle, on ne le fait même pas pour les animaux. Cette opinion est raciste, mais elle a le mérite de poser clairement les problèmes. »

M. et M. Lemaire aiment leur pays, leur province, et pourtant, ils ne sont pas racistes. Ils sont respectés des membres des deux communautés. Ce n'est pas le cas de la coalition du maires qui veulent soi-disant défendre le terroir. Ils ne veulent pas admettre qu'un élu municipal, M. Doublet, soit mis en prison « pour chasse à l'arabe » M. Bertrand de la petite mairie de Plan-de-Cuques, M. Joissins, élu récent d'Aix en Provence, et M. Francou sénateur, maire de Salon, animent la contre offensive, ils volent au secours de M. Deshons, maire de St Chamas. Ils n'y vont pas de main morte.

Les maires et l'insécurité

Mr Maurice Bertrand écrit dans le Méridional du lundi 2 février : « Mr Christian Doublet, était intervenu dans le cadre de ses fonctions d'officier de police judiciaire contre une bande de jeunes maghrébins venus semer la perturbation dans la commune de St Chamas »

Au mépris des faits établis par le rapport de gendarmerie et en fonction desquels les juges de la cour de Valence se sont prononcés, M. Maurice Bertrand fait de M. Christian Doublet, un justicier méconnu. Il écrit dans le même article :

« je vous rappelle que devant l'impossibilité de trouver sur le champ les forces de gendarmerie et de police nécessaires pour faire face à une action de jeunes voyous maghrébins en provenance de la région, jeunes voyous venus troubler la fête du village, Christian Doublet avait pris l'initiative de les pourchasser ».

Et bien sûr, après avoir fait l'éloge du martyr, il appelle à la saint alliance :

« qui vous dit que demain, après Gemenos, après St Chamas, après d'autres communes, votre ville ne se trouvera pas dans une telle situation... (j'appelle) à la création d'un collectif des maires pour étudier les mesures à prendre concernant la protection et la sécurité des populations et des biens des communes »

Le mot est lâché : la sécurité, cette idée fait le consensus social en France. Tout le monde veut la sécurité de l'extrême droite à l'extrême gauche, en passant par le Parti Communiste, seulement, les solutions proposées par les uns et les autres, n'améliorent pas la sécurité des français et provoquent une terrible oppression des étrangers. A croire que c'est surtout l'insécurité des immigrés qui est recherchée.



Cette bande de Maires va très loin, elle perd son sang froid ; A St Chamas, une partie du Conseil municipal qui a appelé à l'opération ville morte du mercredi 4 février, accuse dans sa motion extraordinaire du 21 janvier les juges de Valence d'avoir fait mal leur travail, « l'intime conviction des Magistrats qui semble avoir animé les débats a pris le pas sur l'examen attentif des dossiers »

Les juges sont traités d'incapables, les gendarmes entraînés dans la boue, vraiment, ces maires se conduisent comme une véritable bande de délinquants bien pensants.

Revoilà
Charles Martel

Ce serait Pagnolique, si à Aix en Provence, les jours suivants, un tract émanant d'un « comité de Libération Charles Martel », nous montrait bien jusqu'où la haine peut pousser.

« Les noirs Africains ont déjà spolié nos amis pieds-noirs... Maintenant, ils envahissent notre pays et notre Provence... Ainsi, devant cette peste brune, provençaux réagissez ! »

Comment direz-vous ? Eh bien jeunes et moins jeunes en créant vos propres groupes clandestins. Par commando de quatre ou cinq personnes, au maximum car gare aux indiscrétions. La loi est contre nous, nous le savons trop.

Agissez avec passion, avec détermination, avec une passion contrôlée, la rage doit être froide... et la nuit votre complice »

Mrs Deshons, Joissins, Francou, et Bertrand, ont permis par leurs attitudes et leurs comportements peu glorieux, que ce tract soit diffusé. Ils sont complices de tels appels au meurtre.

M. Francou peut bien, dans son bulletin « Le Régional », condamner l'attentat de la rue Copernic. Il n'en demeure pas moins qu'aujourd'hui, il a les mains sales.

Les diffuseurs de ce tract sont faciles à identifier ; on chuchote que les Amis de Géronimi, écoeurés d'avoir été lâchés par les « Maires », ont voulu par ce geste « les mouiller ». En effet, les Maires ont oublié Géronimi, dans leurs appels, ils ne parlent plus que de Doublet. Géronimi leur a paru indéfendable, ce qui a fâché ses amis. En tout cas, après ce tract, les choses sont plus claires. On parle d'abord vaguement de sécurité, ensuite d'autodéfense, puis cela aboutit à l'appel au meurtre et au lynchage.

Il faut espérer que les provençaux sauront garder la tête froide et ne démentiront pas le proverbe qui dit : « de St Chamas soun Jamaisorti de mari muscle » (de St Chamas, ne sont jamais sorties de mauvaises moules)

Abdallah ben Aïssa



DROGUE : Le grand bluff !!



Une fois n'est pas coutume, après Montigny c'est le tour d'Aubervilliers, de Mantes, de Drancy, de Villeurbanne, la campagne du PCF contre la drogue, l'immigration, à coups de délation et de bulldozer, va bon train. Marchais serait-il devenu un adepte du Docteur Gœbels qui disait : « plus c'est gros, plus ça passe ». Toute cette campagne de délation planifiée par le PCF a commencé à Montigny.

La petite histoire (et la grande) de l'animosité que porte Mme Benachour depuis un certain temps envers les fréquentations de ses enfants, l'a conduite à déclarer dans sa conférence de presse « mon fils de 21 ans, se drogue à l'héroïne... J'ai déjà vu la police, ils n'ont rien fait... » Que son fils cotoie le jeune fils Khadouch avec qui il aurait fait les 400 coups, cette histoire racontée au maire de Montigny les Corneilles, Robert Hue, par la mère Benachour, tombe à pic. Monsieur Hue n'hésite pas à utiliser ce petit contentieux d'une famille algérienne contre une famille marocaine pour lancer sa campagne antidrogue avant l'arrivée de Georges Marchais à Montigny prévue pour le 20 février. Dans un

premier temps, un tract diffusé par la Jeunesse Communiste locale, désignant nominativement les Khadouch du bâtiment 13 de la cité de l'Espérance comme « des trafiquants du triangle de la Mort » (à défaut du Triangle d'Or pour le PC). Le fait de dénoncer une famille marocaine comme trafiquante, est un calcul dément et génial (mais quelque peu schématique), dans l'imagerie « populaire », le Maroc égal Kiff, de plus en opposant ces deux familles le Parti Communiste excelle en bassesse, essayant de neutraliser les uns pour mieux taper sur les autres. Mais là où c'est encore plus crapuleux c'est que dans la tête des Français, tout ça c'est du kif, le raisonnement ne va plus se faire en tant que Marocain ou Algérien mais devient l'Arabe qui vend de la drogue.

Monsieur Drogue, pardon, monsieur Hue a bien réussi son coup, on parle de drogue

et de ses effets destructifs, mais ils tentent de nous faire oublier la délation. A la veille de la manif, appelée par le maire et la cellule communiste locale, Mme Khadouch est atteinte d'une crise d'épilepsie et hospitalisée le soir-même. La délation est un acte méprisable, la délation calomnieuse est doublement méprisable. Ainsi va la morale du PC, la fin justifie les moyens.

Quelques temps après sa sortie d'hôpital, Mme Khadouch nous reçoit, donnant le sein à sa fille, (cinq mois), des voisines étaient là, buvant du thé, venues apporter leur soutien contre cette « mosseba (catastrophe) qui nous est arrivée » comme dit Aïcha.

Monsieur K. serein, nous déclare que « n'ayant rien à me reprocher, je porterai plainte ». Plus d'une semaine après, mardi 17 février, il déposa une plainte pour diffamation et dénonciation calomnieuse contre X et se constitue partie civile entre les mains du doyen des juges d'instruction du tribunal de Grande Instance de Pontoise. Convaincu que cette affaire à caractère raciste ne peut laisser que des traces si elle n'est pas combattue. Chiffres à l'appui, 42% de personnes interrogées dans un sondage affirment « désapprouver » l'initiative des élus communistes du Val d'Oise, alors que

42% se disant communistes, affirment approuver cette campagne de leur parti.

Dans le dernier tract du PC annonçant l'arrivée de Marchais, on parle de trafiquants comme si cela était une affaire entendue.

Autour de la famille K., certains convaincus de la nécessité de manifester leur indignation, entreprennent des initiatives. Un courrier abondant arrive tous les jours (voir lettres publiées), plusieurs manifestations ont été organisées par les forces politiques locales pour soutenir la famille.

Si M. Hue brille pour dénoncer une famille immigrée sans défense il est beaucoup moins local pour répondre à ce que lui demandent les jeunes de Montigny (voir encadré).

Cette croisade contre la drogue du Parti Communiste Français, à défaut de désigner nominativement les « gros Bonnet (sic M. Marchais) » a trouvé un bouc émissaire bien facile en la personne de la famille K., on ne peut s'empêcher de penser que cette famille marocaine aura servi de marche-pied bien commode pour une campagne électorale d'un Parti sans scrupule.

Saïd Bouziri
Mohamed Nemmiche

Ces damnés de la terre française

Il y a maintenant quinze jours qu'a éclaté l'affaire de Montigny et jusque là, non seulement je ne connaissais pas la famille K. Je dois avouer que mon action de conseiller municipal au cours de ces quatre dernières années n'a jamais concerné les immigrés en particulier.

Je dois même dire que jusqu'à présent, à Montigny, je n'ai eu de contacts suivis avec aucune des nombreuses familles étrangères habitant notre commune.

Maintenant, je me dis : combien de familles françaises pourraient endurer sans se révolter les conditions de vie, de travail et d'études que nous offrons à ces familles étrangères qui sont en outre bafouées dans leur culture ?

Quelle responsabilité que celle du pouvoir actuel qui organise et entretient une telle situation. Quelle responsabilité que celle

d'élus qui se prétendent de gauche et qui n'hésitent pas à attiser la haine en utilisant les méthodes les plus viles !

Quelle poudrière que ces damnés de la terre française ! Et ce n'est pas en les maintenant constamment dans une position subordonnée qu'on pourra la désamorcer.

Mais je pense qu'il est urgent de leur donner, peut-être sous certaines conditions, qu'il reste à préciser, des assurances en matière de droit de vote et de sécurité de séjour, qui en fassent des habitants de France à part entière.

Patrick THOMAS
Conseiller municipal de Montigny

L'Asti, rue Fortuné Charlot 95370 Montigny les Corneilles CCP 35-334-65N. La Source. Mentionner Famille de l'Espérance.

La famille Khadouch n'est pas seule, un épais courrier en témoigne. Voici quelques lettres que la famille nous a communiquées et nous charge de vous remercier en son nom.

Bonjour,

Après lu, et écouté à la télé l'affaire qui vous met en cause, j'en éprouve ainsi que ma famille une grande honte, comment sur la foi d'une dénonciation anonyme peut-on attaquer les gens et les faire souffrir... De part mon travail, j'ai depuis plusieurs années des contacts avec des immigrés, parainant un enfant algérien de 13 ans, je peux vous dire que j'ai découvert une hospitalité et un accueil qui malheureusement existe de moins en moins en France.

Je vous dis bon courage, ne vous laissez pas abattre ni vous, ni votre famille...

Avec toute mon amitié et celle de ma famille.

Marie-Claude CHETANEAU

Chers amis,

J'apprends seulement aujourd'hui ce qui vient de vous arriver et j'en suis bouleversée, écoeuvée. J'ignore si cette lettre vous arrivera, puisque je n'ai pas votre nom, mais je l'espère parce que je veux vous dire qu'il y a des gens, des Français comme moi, qui en arrive à avoir honte, qui arrivent à être totalement découragés. Qu'un de vos enfants se soit drogué à une époque, c'est possible, je ne veux même pas le savoir, c'est le procédé employé envers vous et à travers vous à toute une communauté. C'est écoeurant, et je tiens à vous assurer que nous ne sommes pas tous les mêmes et qu'il y a du monde pour vous soutenir et vous défendre. Croyez à toute ma sympathie.

Madeleine PESTRE

A toute la famille Kalbouche,

Sans préjuger sur le fond, je tiens à vous faire part de mon écoeurement devant les méthodes du PC à votre égard. Elles sont ignobles et je m'associe à mes camarades socialistes du Val d'Oise et à la Ligue des Droits de l'Homme qui condamnent ces méthodes fascistes. Ne perdez pas courage. Je vous assure de mon soutien.

Roger DOUX



Lettre ouverte à Robert Hue

Nous, les jeunes de Montigny, nous voulons des loisirs pour notre propre ville, nous n'en avons aucun. Nous tournons en rond. Ne rien faire. Avant les grandes vacances, on avait une salle de jeux, il y avait des « trucs » intéressants, mais la mairie, le maire a détruit la salle, il en a fait un « salon de meubles ». On nous a promis une salle de ciné et elle n'a jamais été construite. M. le maire a invoqué qu'il y avait recrudescence de délinquance. Maintenant, nous n'avons plus rien? quand on vient au « Continent » on reste devant les portes et on se fait vider. On souhaite avoir des salles de jeux, une patinoire, un cinéma, un lieu pour écouter de la musique et danser. Nous sommes nombreux de Montigny à aller dans d'autres villes pour s'amuser, pour le cinéma on va à Argenteuil, à Enghien ou Paris.

En ce qui concerne la drogue à Montigny, il n'y a pas de gros bonnets, nous connaissons peu de trafiquants, et messieurs les communistes vous en avez fait une histoire politique du maire. Beaucoup de nous ont des parents qui sont militants PCF et même certains entretiennent de bons rapports avec le maire.

Pas d'accord avec eux.

Monsieur le maire, nous vous demandons d'être concret, trêve de bavardages, de promesses superflues et de délations. Vous voulez lutter contre la drogue, réalisez-vous ces peu de choses qu'on vous demande.

Des jeunes de Montigny

VITRY :

Une journée de fête et de débat

Deux mois après l'affaire du foyer ADEF de Vitry, 14 associations, partis, et syndicats et journaux de la ville organisent le samedi 28 février une journée de fête et de débats intitulée « ASSISES LOCALES POUR LA SOLIDARITÉ et l'amitié entre travailleurs et familles de toutes nationalités ». Ces assises étaient en projet bien avant la mise à sac du Foyer. A la suite de la publication en octobre 80 par le journal Municipal « Vitry, hier, aujourd'hui, demain » d'un dossier sur l'immigration, un groupe d'initiative s'était constitué, et avait lancé un appel pour la tenue d'une telle rencontre, pour débattre des positions de la Municipalité et entamer une autre approche des problèmes des immigrés à Vitry. Dans ce dossier, on apprenait que « l'OP HLM de Vitry, présidé à l'époque par M. Rosette décidait en 1976, de ne reloger les familles immigrées que dans les appartements laissés vacants par d'autres familles étrangères. A Balzac, nous avons dû même aller beaucoup plus loin pour rétablir une situation qui devenait intenable pour les immigrés comme pour les français. Nous avons décidé en 1977 de ne plus reloger dans ce groupe, de familles immigrées exception faite des migrants célibataires susceptibles d'être logés en studio. » Par ailleurs, Guy Martin, adjoint au maire Mercieca, annonçait : « le foyer ADEF pour travailleurs célibataires, n'était pas prévu au départ pour devenir un foyer de travailleurs immigrés. Nous demandons qu'il retourne à sa vocation initiale ». On connaît la suite : le bulldozer du 24 décembre, et la polémique qui s'en est suivie. Les initiateurs des assises tiennent justement à se situer en dehors de cette polémique qui oppose : « ceux qui ont toujours soutenu les mesures racistes du gouvernement et tout dernièrement celles de Barre Bonnet Stoléru, et le PCF qui met dans le sac toutes les organisations qu'il n'influence pas dans la guerre idéologique » qu'il entend mener seul contre tous... et espèrent au terme de la journée du 28, ébaucher des propositions concrètes à la municipalité, qui est d'ailleurs conviée à assister aux travaux.

KB

Les Assises se tiennent le Samedi 28 février, à 14H30, salle Montesquieu (angle rue Pasteur et Fourier). SNCF gare de Vitry, Bus 180, arrêt Vitry gare.

Débats forum-films-buffet-partie artistique avec Paco Ibanez et Djamel Allam. Pour tout renseignement, tél : 681 99 72

Cité du Lion d'Or :

Familles immigrées à déloger

Le bulldozer contre le foyer des Fusillés utilisé par des casseurs de Vitry avait déjà servi. Mercieca pose à côté de l'engin municipal dans une photo parue dans le journal de Vitry. Il contemple avec satisfaction la démolition de la cité de transit de la Sonacotra à Balzac. Cette sous-peu d'une nouvelle opération réalisée fin 80 sera suivie sous peu d'une nouvelle opération bulldozer. Le Conseil municipal a décidé de faire démolir 75 logements au Lion d'Or. Se réjouissant des récentes destructions la municipalité dans son journal, à la rubrique Habiter Vitry, déclare : « il faut maintenant que le préfet fasse détruire la cité du Lion d'Or dans les plus brefs délais ».

Les jeunes des cités ont tenu le week-end dernier à Balzac une conférence de presse afin d'alerter l'opinion publique sur le fait que les familles des cités récemment démolies n'ont pas été relogées par la municipalité. Toutes ont été dispersées dans d'autres communes. Aussi, les jeunes immigrés de Vitry invitaient d'autres communes. Aussi, les jeunes immigrés de Vitry invitaient la presse à enquêter sur les soit-disant plans de relogement des familles immigrées. Les familles du Lion d'Or ne savent pas où aller. Personne ne leur a fait de proposition de relogement.

Vider les familles immigrées nombreuses mais aussi les familles françaises présentant des caractères extérieurs criminogènes (ça donne le frisson) va de pair avec la campagne communiste pour un commissariat à Vitry et l'ilotage policier

des cités. Mais aussi avec le souci des élus de Vitry exprimé il y a une dizaine d'années de maintenir une population ouvrière issue des secteurs industriels du département. A l'époque les élus faisaient campagne contre la décentralisation des industries. Le départ des industries du Val de Marne entraînait une modification de la composition de la population. En 1971, Mercieca faisait valoir que Vitry perdait ses ouvriers d'usine. Or la population s'accroissait à cause d'un solde migratoire élevé. Les nouveaux venus dépendaient du bâtiment et des Travaux Publics : leurs salaires étaient médiocres. Ou des services à majorité smicards.

Aujourd'hui le Conseil municipal fait un étrange bilan. Il se félicite d'avoir « respecté ses engagements de ne pas dépasser le chiffre de 90 000 habitants dans la commune. Et... qu'il y ait eu peu de logements construits au cours des trois dernières années. Surprenant ! D'autant plus qu'on exhibe un fichier de demandeurs de logements comptant 3426 dossiers dont 2215 déposés par des Français et 1211 par des étrangers.

Ce fichier révèle que 2061 couples attendent un logement et 872 célibataires. 44% des de-

mandeurs n'ont pas d'enfants et 589 familles de trois enfants et plus, ce qui représente 17%. Les appartements de type F 3 représentent 1283 demandes, soit 36% des logements demandés par les Vitriots.

350 logements ont été construits depuis 77. Où logeront les couples vitriots « de naissance ou implantés de longue da-

te » (C'est comprendre qu'il est exclu à Vitry, comme à Nanterre ou Montfermeil de pouvoir y entamer des démarches de regroupement familial). La réponse n'est pas donnée. Doit-on deviner ? Les jeunes le disent haut qui ont squatté un F4 aux Maronniers pour avoir un local où se retrouver. 600 qu'ils sont dans cette cité sans autre lieu que le café Balzac (menacé de fermeture). « Notre squatt, c'est la preuve qu'il y a des logements vides à Vitry ».

A quoi ça sert un fichier de demandeurs de logements, quand des dizaines de logements sont vides dans Vitry ? « Ce n'est qu'après l'ouverture d'un appartement qu'ils viennent loger une famille. C'est comme ça à chaque fois ». Ça sert à justifier une campagne pour faire débarrasser le terrain aux familles qu'on ne désire pas. Les Indésirables à Vitry sont légions. Qu'est devenue la famille de Kader, le jeune assassiné il y a un an ? Et celle de Mustapha, celui qui a mené une campagne pour dénoncer le crime ? Et celles qui étaient de mauvaises payeuses, et celles dont un gosse est en prison pour trois fois rien. Toutes parties. La famille de Kader est à Orly, celle de Mustapha au Maroc. Les autres où les dénicher. « Elles ont fait la belle en catimini. Au petit matin ». Pourquoi ?

C'est qu'on leur mène la vie dure. A coups de pétition des voisins, d'intimidations des municipaux, de pressions de toute sorte. Elles craquent toutes un jour. Et se barrent. C'est ça vivre à Vitry.

B.L.

BIDALOU :

La riposte

Lundi 9 février, 21 heures, Thionville. La salle était trop petite pour contenir quelques 200 personnes venues à l'appel du Comité de Défense du juge Bidalou, au foyer du jeune travailleur de Thionville.

La surprise était grande chez les organisateurs qui ne s'attendaient qu'à une réunion élargie des trois comités de Hayange, Thionville et Longwy.

Il y avait là pêle-mêle des syndicalistes, des militants politiques, des travailleurs non organisés, des jeunes, des vieux, des travailleurs immigrés, le compte-rendu de son passage devant le CSM.

L'heure était à la riposte de masse. Les gens étaient décidés. Il fallait frapper un grand coup tant que l'affaire faisait la « une » des journaux et était sur toutes les bouches dans les familles, au travail et dans les lycées.

Profitant de la journée de grève nationale lancée la veille par le syndicat de la magistrature, un appel à un rassemblement massif est lancé pour le jeudi 12

février à 18 heures, place de la Liberté à Thionville.

Ce sont 700 personnes qui ont répondu à cet appel. Un cortège dynamique a sillonné les rues de Thionville.

D'autre part une souscription nationale a été lancée par le comité de défense du juge Bidalou, souscription ayant pour but de couvrir les prochains frais du comité dans sa lutte qu'il continuera de mener.

SMAIN M
(Correspondant
Hayange-Thionville)

MONTFERMEIL

La CGT proteste

Elle a bien des malheurs la direction du PCF. Certains de ses membres ne sont pas d'accord avec la nouvelle ligne. Mais enfin ce sont des dogmatiques ! Des partis frères désapprouvent. Ce sont des faux-frères ! Enfin une autre tuile. La CGT jusqu'à ce jour bien dans la ligne se met à déconner. Elle commence à ne pas soutenir Hue et la délation,

nouvelle arme de la lutte des classes. Silence réprobateur ou qui ne dit mot consent ? Mais la CGT du personnel communal de Montfermeil se permet de protester contre la décision de la municipalité communiste qui refuse d'accorder un logement à un agent communal algérien travaillant à la mairie depuis vingt ans. Pauvre Marchais ?

Stoléru Sainte-Nitouche

Avez-vous entendu ? Avez-vous vu ?

Stoléru nous défend. Le nouveau défenseur des immigrés en France, est-ce pas le technocrate, faiseur de décrets au rythme d'une mitrailleuse. Stoléru dénonce les actes racistes à la condition qu'ils soient commis par des... communistes. Stoléru menace de poursuivre les auteurs de tels actes s'ils sont inscrits au PCF. Décidément c'est de la ségrégation dans la dénonciation du racisme.

Et pour autant il aurait mieux fait de se taire cet autochtone. Depuis deux ans qu'il siège au « Secrétariat d'état aux travail-

leurs manuels et immigrés », il a voulu nous expulser en régulant la délivrance des cartes de séjour et de travail, empêcher les regroupements familiaux, soutenu le décret Imbert à l'encontre des étudiants étrangers, demandé et obtenu avec son compère Bonnet l'élaboration d'un fichier de l'immigration.

En fait le PC veut attraper des voix en usant de cette bêtise humaine qu'est le racisme. Et Stoléru veut se donner une virginité d'anti-raciste à bon compte. Dans les deux cas, c'est sur notre dos et à nos dépens. Alors la ferme !

Neg Mawon



Foyer Sonacotra : 75 logements rasés à Balzac, l'autisme dernier.

expulsions : Une victoire

Après Youssef Sassi Ben Dhiaf, un arrêté d'expulsion annulé, une preuve s'il en fallait encore de l'arbitraire des expulsions. Jeune Tunisien vivant et travaillant depuis des années à Grenoble, Ben Dhiaf, avait fait l'objet il y a deux ans d'un arrêté d'expulsion pour trouble à l'ordre public. De fait, Ben Dhiaf, à l'époque au chômage, avait protesté dans les locaux de l'ANPE contre une offre d'emploi raciste. Appelé en renfort par le directeur de l'agence, la

police arrêtait Ben Dhiaf et l'inculpait de rébellion à agent. Le jeune chômeur va alors vivre un scénario bien classique : prison, commission d'expulsion, et enfin l'obligation de se cacher après que le préfet de l'Isère ait pris l'arrêté.

Ben Dhiaf va tenter en vain de clamer son innocence. L'annulation de son arrêté d'expulsion est une victoire de sa persévérance et de la poignée d'anti-racistes qui l'avaient soutenu à l'époque.

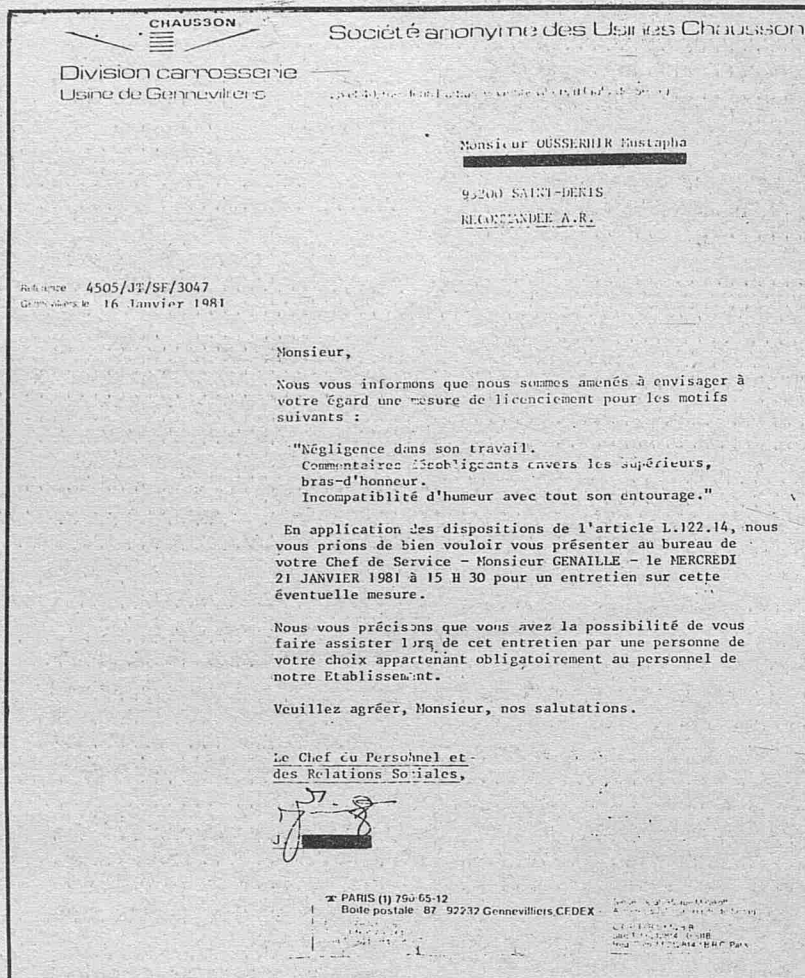
Photo Rock against Police

Chausson-Gennevilliers Licenciement pour bras d'honneur

Gennevilliers à 10 km de la Porte de Clichy est une banlieue peuplée d'usines, d'immigrés, d'ouvriers, avec son maire communiste et sa mairie érigée en building qui côtoie à quelques mètres de là les usines Chausson. Ce dernier est un sous-traitant de fabrications automobiles entre les emboutis et les véhicules finis. Ses deux principaux actionnaires sont Peugeot et Renault.

Mais Chausson reste un fabricant presque anonyme. Il a fallu la grande grève de mai-juin 1975 pour le faire connaître. Ce sont bien sûr les conditions de travail, les salaires, et la répression qui animaient l'intérieur, qui ont amené cette grève. Six ans après, Chausson n'a guère changé sur ses méthodes de fond - surtout quand il s'agit de licencier. Un petit exemple : l'an dernier, un travailleur africain se rendait au personnel et sur le chemin rentrait dans un café, pour s'approvisionner en cigarettes ; ayant été repéré, il a été immédiatement licencié. Aujourd'hui, on fait mieux. C'est le cas de Mustapha Oussehrir. Travailleur marocain chez Chausson depuis près de neuf ans, il est en préavis de licenciement. Que lui reproche-t-on ? Eh bien un bras d'honneur à un de ses chefs directs. C'est essentiellement l'un des trois motifs qui a provoqué la procédure de licenciement. Qu'en est-il exactement ? Mustapha est un des rares travailleurs immigrés à occuper un poste d'agent de planning. Il lui a fallu tenir, et se retenir pour ne pas répondre à certains de ses collègues de travail qui n'hésitent pas à balancer « ça pue le rat » quand il rentre au bureau. Certaines personnes ne veulent pas lui pardonner d'occuper un poste qui revient d'habitude aux français.

Sur la lettre d'entretien préalable avant son licenciement, les autres motifs : d'abord, « incompatibilité d'humeur avec son entourage », mais quel entourage ?



Celui dont on parle plus haut ou celui qui, de loin le plus nombreux, signe une motion de soutien à Mustapha et oppose en démenti formel aux allégations de son chef de service M. Genaille et du chef du personnel de l'établissement.

Ensuite, on reproche à Mustapha des « négligences dans son travail ». Mais quelles négligences ? Là encore, aucune preuve concrète. Car Mustapha continue à faire son travail avec le même esprit professionnel qu'il a fourni pendant ces huit dernières années. Quel peut être alors le véritable motif qui a amené le licenciement de Mustapha ? Un détail d'une grande importance est apparu dans la discussion qu'il a eu avec son chef de service.

Accompagnés de délégués de l'usine, M. Genaille a lâché : « suite à la suppression du poste occupé par Mustapha, il n'était plus en possibilité de garder ce dernier, en plus, bien sûr, des trois reproches qui lui sont faits ».

Il disait aussi qu'il le remettait à la disposition de la Direction du Chef du personnel en demandant le licenciement. Donc, il y a suppression de poste.

Les chemins du patronat restent chez Chausson impénétrables quand il s'agit de licencier un travailleur surtout quand il est immigré, marocain et s'appelle Mustapha.

Mouloud CHELLAH



Une manifestation a regroupé le samedi 14 février plusieurs centaines d'habitants de Massy en protestation contre la rafle policière qui a eu lieu au foyer Sonacotra de la rue Ampère. 160 CRS mitrailleurs au poing, 18 inspecteurs, 3 commissaires et 20 policiers avaient investi ce foyer le 3 février dernier à 5h30 et ont arrêté 83 immigrés. Cette opération s'est soldée par trois refoulements et trois expulsions. Et dire que ceux qui ordonnent ces rafles osent critiquer le PCF.

Photo Pierre Arnoux

PC-IMMIGRES :

Le manifeste des allogènes

A l'heure où nous bouclons, nous publions les cent vingt (120) premières signatures du Manifeste des Allogènes* qui vient de nous parvenir, contre l'utilisation du problème de l'immigration à des fins électorales. La rédaction de *Sans Frontière* encourage vivement ses lecteurs allogènes à signer cette pétition.

Nous les allogènes, de différentes sensibilités et de différentes ethnies : immigrés, réfugiés, Antillais et Musulmans de France, SOMMES écœurés par les campagnes racistes qui ne cessent de se développer dans cette France terre d'asile, (un mythe qui n'en finit pas de mourir) depuis le vote des lois anti-immigrés.

Et la fameuse phrase de M. Stoléru, un des idéologues de ce « racisme d'état » à propos de la grève des travailleurs marocains : « S'ils ne sont pas contents, ils n'ont qu'à rentrer chez eux ».

Aujourd'hui le PCF prend le relais et s'offre sa campagne électorale sur le dos des immigrés : à Vitry, il confond victimes et bourreaux en s'attaquant aux travailleurs maliens, tout en affirmant qu'il mène la lutte contre la mairie de Saint-Maur.

A Montigny, un pas de plus est franchi : du bulldozer, on passe à la délation en s'attaquant à une famille immigrée livrée à la vindicte populaire et certainement à la haine et à la vengeance d'une voisine, par le maire communiste M. Hue, transformé pour la circonstance en « inquisiteur ».

Nous dénonçons avec toute notre énergie, conscients de notre isolement, tous les racismes qui, de M. Stoléru (qui se « blanchit » et se redonne une virginité à bon compte) au PCF, ne visent en fait, qu'à utiliser les immigrés dans le jeu électoral et pour les besoins de leur propagande.

Les signataires s'engagent à prendre toutes les initiatives qu'ils jugeront utiles, afin d'empêcher que la question de l'immigration ne soit plus utilisée à des fins électoralistes et toujours aux dépens des immigrés.

Nous considérons que ceux parmi nous qui ont le droit de vote en tant que Français (Africains, Antillais et autres Français de même origine que les immigrés et étrangers naturalisés français) sont en droit de sanctionner pareils abus et atteintes à la dignité de tous les Français ou non-Français.

Nous demandons que le droit et la liberté d'expression ainsi que le droit de vote soient pleinement reconnus à tous les immigrés qui vivent et qui travaillent en France, afin qu'ils puissent faire entendre leur voix.

La famille KHAOUCH (ouvrier Montigny), Mouloud CHELLAH (syndicaliste CFDT) Lycéens du Val d'Argenteuil : KOURINI Belcacef, KALDI Nadia, SALEB Zoubida, RICHIMÉ Hamid, AIT ZAID Nabil, HECHED Achour. Ecolières des Montigny : MANOUBI Amel, GUETTAF Malika. YACOUBI Nassera (étudiante), SAYED Abdelmalek (sociologue), BOUZIRI Said (Sans Frontière), Mejd amar (Sans Frontière), PACO GLOGUEN'S Frontière), KARIMA Ben Abida (comédienne IBN Khaldoun), Rida daman (comédien IBN Khaldoun), AKROUD benia (comédien IBN Khaldoun) AICHOUN Farid (Sans Frontière), KAMEL Belarbi (Sans Frontière), MOHAMED NEMMICHÉ (sans Frontière), Amandio Viera (Informaticien), Taleb DILOO (mécanicien), HEERACH José (menuisier), RENE Claude (employé de maison), Jacqueline DESVAUX (employée de maison), N. SAVACO (menuisier), Nourredine ABDI (sociologue), Driss MOURAD (éducateur), Aziz GHOZZI (typographe), Hassan BOUACRA (ouvrier) Mustapha MOHAMMED (formateur), Blaise N'DJE-HOYA, EL AFFIA Mustapha (ouvrier), KHALI Hammoud (médecin), Tahar AICHOUNE (lycéen), MALIKA Hammed (éducatrice), Zohra AICHOUNE (éducatrice), Ismail AOULI (étudiant), Lotfi EL OUADI (peintre), Hédi AKKARI (employé de bureau), Salem YOUNSI (charpentier), Salem KACET (pédagogue), FATOU Constant (étudiant), Djamel ALLAM (chanteur), MUNDEL (mécanicien confection), René KETY (employé de maison), Salima CHANAMAD (mécanicien), GOOLORONING Genge, GIGON, DAVID, M. GOLL, K. BAGILLAH (aide cuisinier), PIERRE (peintre), Philippe ROSE, R. GEORGES, F. SARAH, NT RAM-SAMY (femme de ménage Boulogne), SAAD Mustapha (enseignant 18ème), LAHOUBI Ben chellal (étudiant), LEHEMBRE Marie-Louise, FARIDA Hamak (photographe), Ana STEIN (artiste peintre), GABRI Nouridine (étudiant) BENCHEIKH Jemaeddine (professeur), ISMAIL Ahmed, OUALID Bouazizi (étudiant), SAADIA Aichoune (secrétaire), Louisa AICHOUNE (agent hospitalier), Maria Kala LOBE (SF), Aline N GOALA (SF), Salah AL KORTO-BI (économiste), AKLI TADJER (photographe), Hamza BOUZIRI (Monteur Libération), Louis XAVIER (enseignant et musicien) Hervé Masson (artiste peintre), Leila Sebban (écrivain), Irène VON REITZENSTEIN, M'HENI Habib (ouvrier), ERIHANI Khelifa (pupitre au chômage) FARHAT (chanteur) Mimoun HALLOUS (travailleur social), Henri KALA LOBE (Sans Frontière), TAOUS TITRANI (responsable français musulman), Yasmina KECEBI (employé), Ahmed FALICH (étudiant), Abbas KARIM (étudiant), FERNAND (service technique), CHAMIR (secrétaire), LEMOINE (enseignant), LEMANN (service technique), BOUDJEMAR (scientifique), Ferhat RACHID (sociologue), BELAF Nouredine (sociologue), SOUALMIA Rebiar (étudiant), Habib LAIDA (comédien du théâtre Macadam), FRIEF Nabil (professeur), SHERBIB (étudiant), MISBAH, Henriot RAYA (cuisinier et SF) Gilles LADKANY (enseignant), Faiza Ladkany (SF), ABDI Nidam (typographe), Victor MATHIAS (chercheur), Ben CHEIKH (crépier), ABBAS (crépier), Malika BOUGON (animatrice), KADA (dessinateur), Saliha AMARA (enseignante et comédienne de la troupe Kahina) Idris ZITTOU (employé), Fanny MERGUY (psychologue), DAOUD Moussa (technicien), Yasmina SALHI (journaliste), Nadia ABDELRAZAK, Violette RAGOT (standardiste), AISHA (écrivain) Mohamed HARBI (historien).

*Allogène : Selon le « Robert ». D'une origine différente de celle de la population autochtone, et installé tardivement dans le pays.

Les signatures peuvent être envoyées au journal,
33 boulevard St Martin 75003 Paris.

Racisme: mourir à dix-sept ans

Ils s'appelaient Yazid, Abdelkader et Haouari...

A Strasbourg, il s'appelait Yazid Naili il avait 21 ans c'était le 13 janvier 1980 il était 5h du matin quand un policier l'a abattu dans un terrain vague.

A Valentigney il s'appelait Ghirine Abdelkader il avait 17 ans, c'était le 6 février 1980, un policier l'a abattu d'une balle dans la tête tirée à bout portant.

A Marseille il s'appelait Houari Ben Mohamed il avait 17 ans c'était le 17 octobre 1980 à un contrôle de police de routine le CRS Taillefer lui déchargea une rafale de MAT 49. RAS... L'imprudence dans un cas, la légitime défense dans les autres cas seront invoquées pour disculper les assassins.

Il est 22H30 ce soir-là, à la cité Couzy à Vitry. Kader, Mustapha et d'autres copains discutent dans une cage d'escalier. Pas de local pour se réunir, pas de loisirs, pas de ciné, et de plus la patinoire était fermée en un mot « on s'emmerde » alors c'est la cage d'escalier qui fait office de local.

Tout va commencer, quand Roger un locataire du couloir numéro 6 descend et commence à les insulter : « sales couilles », « sales noirs », « rentrez chez vous, vous me faites chier ». mais les jeunes ne prêtent pas attention aux propos de Roger et puis il est tout le temps « bourré », et ils le connaissent bien Roger. Mais ce soir-là, il est tellement saoul qu'il s'en prend à une mobylette et tape dessus avec une barre de fer. Sa femme descend à son tour et va prévenir le gardien de la cité. Par un curieux hasard, la télé diffuse le FILM « Le justicier dans la ville », alors il ne lui en faut pas plus à cet « imbécile » de Bellet il sort avec son fusil 22 Long Riff cartouchière en bandouillère. Une fille crie de sa fenêtre « tirez-vous les mecs il a un fusil ». Mais les jeunes croyaient à une plaisanterie. C'est en sortant sa tête du couloir pour voir ce qui se passe que Kader se prendra une cartouche en pleine tête. L'irascible Bellet sous l'emprise d'une overdose de télévision ira jusqu'au bout de son racisme.

Eh oui, voilà déjà un an, on a beaucoup parlé du « bulldozer » mais on avait un peu oublié ce qu'il avait pu advenir de la fa-

mille Kader et de ses amis, qui s'étaient mobilisés pour faire la lumière sur cette affaire.

Ainsi à Couzy, plusieurs familles ont dû déménager sous les coups de boutoirs répétés de la municipalité de Vitry. La famille de Kader elle-même, la famille de Mustapha (ami de Kader) et la famille d'un autre ami de Kader qui continue par ailleurs à venir voir ses copains à la cité Couzy.

Vendredi 13 février une cinquantaine de jeunes immigrés tenaient une conférence de presse dans un appartement squatté aux Maronniers à Vitry afin que n'oublie qu'il y a un an, le jeune Kader tombait sous la balle d'un gardien irrascible et raciste et qu'aujourd'hui il est libre après avoir fait deux mois de préventive.

« Nous n'entendons pas en rester là et encore moins laisser le PCF gérer à notre place la question du logement ».

C'est aussi pour cela qu'ils organisent un concert gratuit : « Rock against police » sur le parking de la cité le 21 février à Vitry.

Farid AICHOUNE

Deux ans après

Le procès des assassins

Deux ans après, le procès des assassins des deux colporteurs sénégalais d'Orange vient de s'ouvrir à Carpentras dans le Vaucluse. Papa Bengué, 25 ans, Cheikhe Gueye, 35 ans, avait péri, carbonisés dans leur petite chambre d'hôtel, dans un incendie allumé par de braves citoyens un jour de fête à Orange.

A l'approche de l'été, les colporteurs sénégalais de Marseille ou de Paris, ont pour habitude de sillonner les marchés des villes touristiques du midi, proposant leurs produits « importés d'Afrique ».

C'est le cas, ce 26 mars 79, des deux victimes sénégalaises qui se font injurier et pourchasser par quatre habitants, dont trois ex-légionnaires.

Les Sénégalais se réfugient dans leur hôtel et les quatre racistes vont tout simplement allumer un incendie. Des Sénégalais sautent des fenêtres, se blessant grièvement, Papa Bengué et Cheikhe Gueye périssent carbon-

nisés, « enfumés comme en Indo, ou au Djebel, mon capitaine ».

A leur procès, actuellement en cours, les assassins disent qu'ils ont tout oublié. Mais ils ne sont pas les seuls à avoir oublié. A l'époque déjà, des habitants d'Orange s'étaient mobilisés non pour dénoncer le racisme mais pour crier à l'insécurité. Une pétition affichée sur les devantures des commerces et intitulées « Orange Sécurité » avait rassemblé des centaines de signatures et les habitants s'indignaient contre la presse « qui a monté l'affaire en épingle ». M. L... à l'époque responsable d'un journal local nous déclarait que dans cette affaire « Il n'y a qu'une pointe de racisme ».

Orange est retombée dans son train-train. Orange a tué, mais a déjà oublié et vite enterré une deuxième fois Papa Bengué et Cheik Gueye... Ecrivons-nous dans Sans Frontière (04). La justice va-t-elle avaliser cet oubli ?

K.B.

« Sans Frontière » vous conseille de lire

Nous n'irons pas à Brignoles

En faisant ce journal, chacun de nous voulait rompre avec l'attitude monotone du slogan.

Sortir enfin de la panoplie du militant bien conscient, qui fait chier tout le monde. Sortir du misérabilisme, des plaintes constantes. Nous voulons parler de l'immigration dans tous ses aspects et sans faire pleurer Margo ou Fatima. Tous, nous souhaitons un journalisme intelligent, moderne, documenté, plein d'humour. Le style, quoi !

Nous rêvions d'écrire comme Guillebaud ou Kravetz ou Sitbon. Des articles bien balancés, super... Pourquoi après tout ?

Nous avons lamentablement échoué. Ecoeurés. Le verdict est net : il est impossible de prendre son pied (peut-être il faudrait dire main) par l'écriture à « Sans Frontière ».

Eh oui, nous avons beau nous gratter la tête et chercher les raisons de vaincre le militant qui sommeillait en nous. Nous n'avons pas trouvé.

A notre âge plein de vigueur, nous ne pouvons pas décemment nous considérer comme des anciens combattants. Nous ne som-

mes nostalgiques de rien du tout.

Pourtant, nous apparaissions lourdement toujours la plume chargée des mêmes mots : répression, racisme, flic assassin, et patati, et patata...

A croire que nous ne rêvons que d'une seule chose : rechausser les souliers du militant, et frapper aux portes de l'inconscience des uns et des autres.

Mesdames et Messieurs les lecteurs, vous vous trompez. Pardonnez nous, nous ne voulons pas vous faire tomber des mains le journal. Nous ne voulons pas vous ennuyer et il y a longtemps que nous avons renoncé à donner des leçons.

Excusez-nous, ce n'est pas nous, c'est cette saloperie d'« actualité immigrée ».

Trois articles à faire : Libération du CRS Taillefer, assassin de Houari ben Mohamed, St Chamas, et puis maintenant Brignoles, c'est trop.

Nous n'irons pas à Brignoles, où lundi soir, 2 février, le jeune Ali Rabat s'est fait abattre, par erreur, bien sûr, par un gendarme. Nous n'irons pas, nous avons déjà parlé de Houari, de l'assassinat de Houari ben Moha-

med par le CRS Taillefer. Allons nous vous parler dans les mêmes termes de la bavure de Brignoles. Par chance, Ali Rabat s'en est tiré. Tant mieux pour lui, il a été grièvement blessé par un gendarme dont la mitrailleuse est partie toute seule. Comme d'habitude. Il n'était pas connu par les services de police.

Les témoins disent : « le gendarme avait l'air bizarre et les yeux brillants », comme d'habitude.

Nous allons être excusés de donner dans le cliché. D'exagérer ; d'accuser toujours la police, de nous plaindre sans arrêt.

Vous avez gagné, pouce, nous n'irons plus à Brignoles. Y'en a marre. Après les Flamands et St Chamas, Stop !

La crise, nous voulons être journalistes comme tout le monde, qui ne pleurent pas, qui n'accusent pas, qui ont de l'humour et qui savent raconter.

Ras le bol, n'est-ce pas de rejouer le psychodrame de la cause du peuple.

C'est dur, de travailler à « Sans Frontière ».

Abdallah ben Aïssa.

D'où, dans les préfectures, la multiplication de pratiques diverses et variable, totalement arbitraires. D'où, pour quiconque, la difficulté d'y voir clair, et, pour les jeunes, de s'y retrouver et, le cas échéant, de défendre leurs droits.

Pour apporter quelque clarification dans ce domaine complexe, le GISTI avait publié en juin 1975, un premier dossier sur les jeunes étrangers, dont l'édition fut presque aussitôt épuisée.

Aujourd'hui, où le problème est posé avec encore plus d'acuité, puisque c'est en particulier toute la génération des jeunes Algériens nés après les accords d'Evian qui arrive à la majorité, cette nouvelle édition, entièrement refondue, a pour but de refaire le point sur la question afin, d'une part d'aider, autant que faire se peut, à l'information des intéressés et des travailleurs sociaux à qui ils ont affaire et, d'autre part, d'attirer l'attention du public sur cette illustration supplémentaire de la précarité intolérable du droit des étrangers en France.

A commander au GISTI, 46 rue de Montreuil, 75011 PARIS - Tél : 367-04-06

GLOBE ...

RWANDA

Du braquage subversif. 12 jeunes gens arrêtés pour vols, pillages, attaques de banques, de grands magasins, avouent avoir effectué leurs méfaits afin d'instaurer une atmosphère d'insécurité à Kigali.

SOMALIE

Plus d'un réfugié, pour 4 habitants. Il y a 1,2 Millions de réfugiés en Somalie (qui compte 4 m. d'habitants), dont 80 % de femmes et d'enfants.

La Somalie est l'un des pays les plus pauvres au monde. En plus, il y a de fortes sécheresses, le désert qui progresse vite, et l'aide étrangère en majeure partie détournée ... c'est grave.

EGYPTE

L'Egypte qui veut se doter de 8 centrales nucléaires, dans le cadre de la première partie de son programme électro-nucléaire, bénéficiera du soutien total des USA et de la France. Les pharaons eux, sont déjà « branchés » là-dessus : on les a tellement traités au carbone 14 Sinon. Peut-être que le 1er janvier 2000, un célèbre individu pourra paraphraser un autre individu et s'écrier : « Egyptiens, du haut de ces pyramides, 8 champignons nucléaires vous contemplent. »

LIBYE

Le Colonel Kadhafi est en pleine crise d'illumination mystique. Il faut que la Libye se dote d'un ordre religieux un peu comme des religieuses chrétiennes qui consacrent leur vie au Christ. Mais les « Religieuses révolutionnaires » à qui consacraient-elles leur vie ? Oui, vous avez deviné. Mais encore. Selon les propos de l'éclairé Colonel, l'ordre des religieuses chrétiennes est un défi au musulmanes. Ya des fois, la foi fait quand même mal.

MAROC

2000 élèves-professeurs des écoles normales supérieures de Rabat, Casablanca, Fès, Marrakech, sont en grève depuis plus de 2 semaines, pour protester contre la réduction du montant de leur bourse. Au lieu de 1 400 DH, promis par le ministre de l'Education, les grévistes ne touchent que 1 162 DH.

LIBERIA

Senghor fait des émules. Le Sergent-major K. Doe, président du Libéria, certainement très frappé par le retrait de Senghor, a refusé publiquement de s'attribuer les galons de général. Encore un peu timide. A défaut d'abandonner le pouvoir qui, d'ailleurs, devrait revenir à un gouvernement civil. Mais quand ? Le « Conseil Populaire de Rédemption » (défense de rire) y veille. Il a quand même décidé une baisse de loyers, allant de 15 à 25

MARTINIQUE :

Vers l'affrontement ?

« L'océan, du soleil, des cocotiers, des fleurs luxuriantes, des volcans mystérieux, la douceur des tropiques ... ».

Voici un extrait de fascicule sur la Martinique publié par « Jours de France » et patronné par M. Dijoud, « Secrétaire d'Etat pour les départements et Territoires Outre Mer ». Joli tableau. Loin de la réalité. D'ailleurs, M. Dijoud n'est pas à une contradiction près. Au début de l'année 80, il déconçait dans la presse française « les séparatistes martiniquais » et « les interventions cubaines dans ce territoire français d'Amérique ». Mais la Martinique n'est ni une carte postale et les cubains ne sont pas prêts à y envoyer leurs divisions.

L'utilité d'être ... français

En décembre 74, dans un discours qui se voulait historique, Giscard avait promis aux martiniquais d'en finir avec « les séquelles du colonialisme » et de réaliser « la départementalisation économique ». Sept ans après, on en cherche trace. Depuis est passée une multitude de ministres, secrétaires d'état, hauts fonctionnaires, missionnaires, commissions d'étude et d'enquête ... Tous ont promis. Rien n'est venu. Au contraire, les productions traditionnelles (canne, ananas, banane) sont en stagnation, déclin ou en voie de disparition et n'ont en rien été remplacées. En dépit de tous les bavardages, les martiniquais comprennent difficilement que l'une des deux dernières usines à sucre soit menacée de fermeture au même moment où la production sucrière ne suffit quasiment plus à la consommation locale. Ils saisissent de moins en moins que 50 % du marché de la pêche soient importés alors qu'ils sont entourés d'eaux poissonneuses que viennent piller des bateaux bretons ou japonais. Ils refusent d'admettre que 7000 jeunes partent chaque année en France alors que dans le même temps, 2 000 français débarquent dans leur pays et les insultent. Bref, de plus en plus nombreux, ils se demandent où sont l'utilité et l'avantage d'être ... français.

Un schéma dépassé

Mais ceci n'est pas très nouveau. Dès le lendemain du vote de mars 46, instituant la départementalisation, les désillusions populaires sont vite apparues. Ce qui a changé depuis peu, c'est la dégradation de plus en plus rapide de la situation économique et sociale. Dégradation due à la crise que connaît le schéma d'exploitation et de pillage mis en place à l'avènement du gaullisme en 58 : d'une part, détruire l'essentiel de l'économie traditionnelle, surtout sucrière, et empêcher toute tentative de développement écono-

mique ; d'autre part « distribuer » des fonds publics sous formes d'allocations, de primes ... et faciliter l'introduction du grand capital français. A ce jeu, beaucoup de joueurs gagnent. Les sociétés françaises trouvent un marché pour écouler leurs produits à n'importe quel prix. Les « békés » (1), délaissant la production et contrôlant l'import-export, multiplient sans cesse leurs profits. Quant à la majorité des martiniquais, elle se partage les miettes du gâteau qui, en tout état de cause, repart en France sous forme de bénéfices. Le développement du tertiaire en défaveur des autres secteurs a fait apparaître, au milieu des années 60, de manière hypertrophiée, une couche sociale, les fonctionnaires, qui bénéficient d'une prime de vie chère de 40 % (2) devenant un pilier idéologique de la départementalisation. Mais ce schéma gaulliste a pris du plomb dans l'aile.

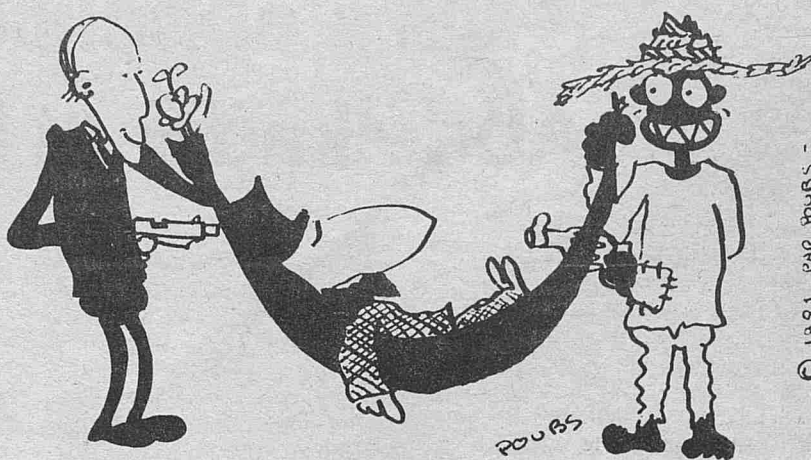
Une crise aigüe

Déjà son corollaire est un développement du chômage (45 % de la population active) qu'une politique d'émigration amorcée en 62 n'arrive pas à résorber. De plus, il est difficile d'expliquer une politique à un peuple en lui répétant sans arrêt qu'il est incapable de produire quoi que ce soit.

A cela s'ajoute la crise économique entraînant l'austérité. Une austérité peu compatible avec un accroissement des dépenses publiques. D'où les remises en cause timidement, par Chirac, en 76, grossièrement par Dijoud en 79 de la prime de 40 % des fonctionnaires. Remise en cause qui provoqua un tollé général et pousse les fonctionnaires à s'allier aux ouvriers pour une défense commune des revendications. Ainsi, un pilier du régime a été ébranlé et l'est encore. Mais, avant tout, l'austérité atteint de plein fouet et de manière plus dramatique les familles populaires dont les différentes allocations constituent une part essentielle de leur budget.

Et puis, il y a l'intégration économique des DOM à l'Europe. Française donc européenne, mais pays sous-développé, la Martinique subit les inconvénients de l'intégration et n'en voit pas les avantages. Certes elle « bénéficie d'aides et de subventions » de la CEE, mais celles-ci viennent remplacer les fonctions qu'est obligé de faire le gouvernement français.

Pire, l'intégration consomme la ruine économique. Par exemple, la CEE ayant signé les accords de Lomé, la Martinique doit ouvrir son marché à des produits caraïbéens qu'elle est capable de produire. Même processus pour la banane qui subit la concurrence des pays africains avec



qui la CEE a des accords. Résultat : les ouvriers agricoles martiniquais ne travaillent plus que deux jours par semaine au maximum ; quant aux gros producteurs de canne, ne vous inquiétez pas, ils sont payés pour ne pas produire.

Plate-forme Européenne ?

Mais le rêve giscardien va au-delà de ces vécus. Pour lui, il faut utiliser les DOM d'Amérique comme pièce-maitresse de la conquête européenne du marché de la Caraïbe (100 Millions de consommateurs). Projet ambitieux et à long terme. Il consiste à utiliser le port de Fort-de-France comme port d'éclatement des produits européens finis sur place en direction des petites Antilles et des pays de la Mer des Caraïbes. Autrement dit, Giscard, au nom du « redéploiement industriel » rendu nécessaire par la crise, veut donner en pâture « ses DOM » aux multinationales européennes. Mais il y a un hic. Les neuf partenaires de la France et les investisseurs sont méfiants quant à la stabilité politique des possessions françaises en Amérique. Ainsi, en dépit de la promotion giscardienne des Antilles et des facilités fiscales offertes, les industriels européens se refusent à placer un sou en Martinique.

Tout le dilemme giscardien vient de là. Il doit faire croire que tout va bien pour attirer les investisseurs mais en même temps, il doit réprimer et intimider un peuple qui subit sa politique. Cette contradiction, les technocrates français savent bien qu'elle ne pourra durer éternellement. La Martinique comme les autres DOM d'Amérique ont une trop grande valeur économique et militaire pour attendre une explosion populaire qui peut arriver d'un moment à l'autre. D'autant plus que les USA sont en train de magouiller pour pouvoir se substituer à la France en cas de changement. D'où la fébrilité giscardienne à imaginer une solution pour pouvoir maintenir la Martinique dans le giron français et les méandres de la libre entreprise. Quitte à accorder une décentralisation

poussée, une autonomie, voire une indépendance-bidon pour désamorcer la question nationale et décimer un mouvement ouvrier impétueux.

Mais pour se lancer dans une telle aventure, il est nécessaire d'avoir une force politique et sociale sur quoi s'appuyer. Les Békés sont trop hais et coupés de la population pour offrir cette force. Quant aux politiciens départementalistes actuels, à quelques exceptions, il sont trop médiocres pour voir plus loin que leur nez. Sans parler des dirigeants du RPR Local, dont un nommé M. Renard, qui ne veulent pas entendre parler d'un quelconque changement. Ce n'est pas dans ses soutiens actuels que le colonialisme peut trouver, à l'exception de quelques arrivistes intelligents, des hommes pour patronner un éventuel réaménagement néo-colonial.

Le mouvement anticolonialiste

Face à cela, le mouvement anticolonialiste martiniquais est divisé tout en connaissant une mutation et une radicalisation.

Le Parti Progressiste Martiniquais vient de connaître en juillet dernier, à son VIII Congrès, une petite révolution : Césaire, président incontesté jusque là, n'a recueilli que 57 % des mandats pour sa résolution trouvant devant lui un fort courant indépendantiste animé par A. Régis (14 %) et une gauche issue des socialistes entrée au PPM en 78 (25 %). Le PPM dont l'influence se limite à la capitale, par l'absence de ligne claire apparaît comme un parti interclassiste à grande clientèle populaire dont le charisme autour d'un homme permet une unité. Bien que contesté, Césaire maintient une grande influence sur ces militants et au-delà, dans le cadre de la revendication « autonomie pour la Nation Martiniquaise ». Mais le PPM maintiendra-t-il son unité, deviendra-t-il un parti structuré, quelle sera l'attitude de Césaire aux futurs mamours giscardiens. Toute une série de questions importantes pour l'avenir.

Le PC Martiniquais connaît lui aussi des problèmes intérieurs mais mieux maîtrisés et allant

A suivre P. 9...

...Suite de la P8.

dans un autre sens. A son VII congrès, ce parti, antiindépendantiste au début des années 70, a mis l'indépendance comme solution finale à sa lutte bien que gardant en attendant son mot d'ordre d'« *autonomie Démocratique et Populaire* ». Radicalisation aussi avec l'adoption de l'abstention pour les élections présidentielles françaises. Cette évolution est elle irréversible ? Il est évident qu'en dépit des proclamations d'unité coexistent dans ce parti plusieurs courants différents. D'où une politique en zig-zag allant du vote pour Marchais aux européennes en 79 sans parler de la grande et aveugle passion pour l'Union de la gauche en 78 aux actuelles positions plus tranchées. Entre l'assimilationisme de gauche et le combat national, dans quel sens penchera définitivement l'importante organisation que possède le PCM ?

A côté de ces deux grands, on retrouve à droite la squelettique Fédération martiniquaise du PS et à gauche, les partis indépendantistes. Déjà, les deux groupes troskystes, combat ouvrier et le Groupe Révolution Socialiste. Le premier depuis les attentats du GLA (3) semble croire l'heure de la révolution venue et en appelle à l'instauration d'un pouvoir voir. Le deuxième connaît une crise de militantisme due à l'occupation par le PC du terrain que le GRS avait coutume d'occuper. Son action pour une « *République Unifiée des Travailleurs Antillais* » est difficilement perceptible par les masses, tant cette perspective apparaît lointaine. Mais le plus puissant des indépendantistes est le « *Mouvement pour l'Indépendance de la Martinique* ». Son rêve est de regrouper tous les patriotes martiniquais comme le fait l'UPLG (4) en Guadeloupe. Tâche difficile à cause de l'existence du PPM. D'où les violentes attaques du parti de A. Marie-Jeanne contre celui de Césaire qualifié de traître en puissance. Le MIM, implanté dans le sud, pour s'affirmer, adopte une position sectaire qualifiée d'« *utile clarification* ».

Quel avenir

Mais la gauche organisée et officielle n'est pas tout. L'évolution et la radicalisation se cons-

tate dans la rue et chez la jeunesse en particulier qui refuse le chômage et la solution de l'émigration. Une jeunesse où se développe un sentiment anti-blanc de plus en plus fort, qui ne croit en rien à l'utilité des méthodes traditionnelles de lutte et accueille avec joie les attentats du GLA menaçant les fonctionnaires français. La violence qui a été (et est) exclusivement et sans arrêt utilisée par les colonialistes semble tenter beaucoup de martiniquais, soit par désespoir, soit comme solution à la crise actuelle. Mais la violence ne servirait guère si elle n'était exercée que par une infime minorité et si elle ne s'accompagnait pas d'un projet politique. Encore faudrait-il que le mouvement anticolonialiste ait un minimum d'unité sur un programme assez crédible et exaltant pour entraîner l'adhésion de la majorité d'un peuple qui est manifestement prêt à se battre jusqu'au bout. Une unité assez forte pour s'opposer aux manœuvres coloniales de réaménagement qui tenteront de dévoyer une partie du mouvement anticolonialiste. Le mouvement anticolonialiste martiniquais en est-il capable. Question fondamentale.

En tout état de cause, il faudra attendre le lendemain et le résultat des élections présidentielles car Giscard qui est à une voix près, ne tentera rien avant de peur d'un dérapage incontrôlable.

Mais après les élections, le statu-quo étant intenable, il faudra bien agir, colonialistes et anticolonialistes.

Neg Mawon

1 - Les békés sont les familles descendantes des premiers colons français arrivés en Martinique. Véritable caste, elle a pris la précaution de s'implanter économiquement aux USA, Venezuela, et en Afrique Francophone.

2 - En fait, il s'agit d'une prime acquise en 1954, lors d'une lutte de fonctionnaires soutenue par les ouïers. Si on a tendance à oublier cela, il faut dire que les fonctionnaires ont totalement oublié que c'est grâce aux ouïers qu'ils ont eu cette prime.

3 - Le GLA a agi en Guadeloupe, mais les attentats ont eu des répercussions en Martinique où tout en désapprouvant l'ensemble des anticolonialistes ont refusé de condamner la violence.

4 - L'Union Populaire pour la Libération de la Guadeloupe, grâce à des organisations de masse, possède un grand contrôle sur le mouvement anticolonialiste de la Guadeloupe.

Le Génocide par substitution

Terme utilisé par le PPM, puis repris par quasiment l'ensemble des partis anticolonialistes pour dénoncer la baisse de la population martiniquaise.

Les naissances et les décès (chiffres approximatifs)

	Naissances	Décès
1960 :	10 000	5 000

1980 :	2 500	2 500
--------	-------	-------

L'émigration

1962 :	2 000 départs
1970 :	5 000 départs
1970 :	7 000 départs

Pour une population de 320 000 habitants, ceci fait par année :

Naissances/décès : + 2500

Emigration : - 7000

Total : - 4500 de hausse par an

La baisse est tempérée par l'arrivée de français dont il est difficile de chiffrer le nombre. On avance le chiffre de 30 000 français actuellement, avec des arrivées de 2 000 par an.

Selon une enquête officielle, cette politique ferait qu'en 1990, la Martinique n'aura plus que 220 000 habitants, avec une proportion de français allant de 30 à 40 %



Un peu d'économie et de social

Chute de la production sucrière martiniquaise.

1962	11 usines	92000 tonnes	13 500 ha.
1980	2 usines	12 000 tonnes	6 000 ha

La répartition des terres

Surface des exploitations	0 à 10 ha	3 à 20 ha	au dessus de 20 ha
Nombre d'exploitation	21196 (85 %)	3320 (13,3 %)	417 (1,7)
Superficie totale et pourcentage	13428 ha (17,4 %)	17797 ha (23,90 %)	44 635 ha (58,70 %)

Déficit de la balance commerciale : de 70 à 75 % depuis 1970

Chômage :	1954 :	6000 chômeurs
	1961 :	13000
	1970 :	25000
	1975 :	35000
	1980 :	60000

L'Aide française » à la Martinique (1972-1976)

Transterts publics France-martinique : 547 milliards de F.

Bénéfices répartis en France : 522 milliards de F.

Haiti : les USA contre Bebe Doc !

Un document publié par le Conseil Interaméricain de Sécurité a provoqué un choc dans le monde politique haïtien et au-delà. Rédigé par Phillip Abbot Luce, ce document lance un cri d'alarme aux dirigeants américains. Haïti est dans une situation pré-révolutionnaire à cause de l'incapacité, de la corruption et de la brutalité du régime de Bébé-Doc. Pour empêcher une utilisation de cette situation par Cuba, l'auteur du document préconise que les USA arrêtent leur aide à Duvalier et lui cherchent un remplaçant « qui ferait entrer Haïti dans le XXe siècle » et montrerait « au reste de l'Amérique Latine que l'avenir n'appartient pas aux communistes ».

Rien de très nouveau. Déjà, Kennedy et Johnson avaient pensé à renverser Duvalier qui ne tient que grâce aux subsides des pays occidentaux. Ces dernières années, un courant de l'opposition haïtienne animé entre autres par Leslie Manigat, du Parti des Nationaux Démocrates de Progrès, n'a cessé de réclamer aux USA une aide pour maintenir Haïti dans le « monde libre » en y installant un régime qui exclurait la gauche haïtienne. Il semble que Luce soit de cet avis sauf qu'à la place de Manigat, il mise sur Clément Joseph Charles, ancien ministre de Duvalier et milliardaire installé aux USA.

Mais ce qui doit retenir l'at-

tention, c'est que ce document est la confirmation de divergences entre les gouvernements américains et français, quant à l'avenir d'Haïti. Si les USA s'interrogent sur la viabilité du duvaliérisme, la France semble toujours miser sur la caste caporaliste encore au pouvoir. La preuve en est qu'à la veille de la vague d'arrestations du 28/11/80, le ministre français de la coopération, M. Galley, était en Haïti où il saluait J.C. Duvalier pour sa « *politique de développement et de démocratisation* » et lui a promis de tripler l'aide française à son régime sanguinaire.

Ces divergences sont des contradictions secondaires entre les intérêts français et américains dans la région. Pour des raisons historiques, la France est le protecteur « naturel » des corrompus haïtiens et entend le rester. Pour les USA, le désir serait d'installer à Port-au-Prince un régime plus favorable à ses intérêts économiques et militaire.

Mais en tout état de cause, ces divergences s'estompent quand il s'agit de décimer la gauche haïtienne et d'empêcher un peuple analphabète et au bord de la famine, de choisir son avenir. Tout au plus, les haïtiens peuvent jouer sur ces contradictions entre impérialistes pour en finir avec tous les deux.

Neg Mawon

...GLOBE...

NIGERIA

Des bandes de pirates, très bien organisées, abordent et pillent les navires de tout horizon, dans les eaux territoriales nigérianes. A tel point, que dans le port de Lagos, les pouvoirs publics ont été obligés de mettre en place un dispositif militaire de sécurité.

SENEGAL

A la suite du déroulement positif des « *Etats généraux* » de l'Education, le SUDES suspend son mot d'ordre de grève.

CAMEROUN

Les étudiants du campus de Yaoundé, en grève depuis plus de 2 semaines, ont repris le chemin des amphithéâtres, aidés à cet effet par les forces de sécurité : au cas où ... Ils protestaient (les étudiants), contre leur retard de paiement de leur bourse et contre la nourriture très aléatoire qui leur est servie au resto « U ». Voilà qui est bien subversif.

NIGERIA

A OFFA (état de Kwara), le gouverneur Alhagi Adamu Atta a ordonné le couvre-feu (de 18h à 6h), cela à la suite de troubles survenus après la tentative, par les autorités locales, de démolition de la mosquée érigée par une secte religieuse extrémiste. La « *Muslim Nje Alafia* ». 75 personnes de la « *Nigeria Airways* » licenciées pour corruption. Les voies du ciel ne sont plus ce qu'elles étaient ...

ANGOLA

Le gouvernement sud-Africain n'en peut plus de voler au secours de son voisin angolais. Pour preuve, ces quelques chiffres. De mars 1976 à décembre 1980, les raids sud-africains ont causé pour près de 525 Millions \$ de dégâts matériels, alors que les pertes humaines, pour la même période, se chiffraient à 1 868 personnes tuées, dont plus de 600 réfugiés namibiens.

UGANDA

Des « *Raiders* » sèment un début de terreur dans l'intherland : raids contre l'école d'entraînement militaire de Kabamba, contre la prison de Luzira, contre plusieurs postes de police. L'un de ces raids a été revendiqué par le « *Mouvement Ougandais pour la liberté* ». La partie s'annonce plus rude que prévue, hein Milton ?

AFRIQUE DU SUD

Hypothèse d'école : de janvier à mars 80, la RSA a dû importer 19 Millions de tonnes de pétrole. Et cela grâce aux tankers néerlandais qui ont assuré, pour cette période, le transport de 10 des 19 m. de T. Imaginez les Pays-Bas, membres du Conseil de Sécurité, cessant de livrer, par ses pétroliers, du pétrole en RSA, pour cause d'apartheid ... Ah, la politique-fiction ? De toute façon, les Boërs sont un peu leurs frères de lait, non ?

Bouki L'Hyène

ZIMBABWE

Luttes fratricides

Durant une semaine (du 7 février au 15 février dernier) de violents combats ont opposé des éléments de la ZANLA (Mugabe) à ceux de la Zipra (Nkomo) dans différents camps militaires (Connewbray, Ntabazindana, Glenville). Les deux parties utilisant un arsenal d'armes lourdes et légères afin d'obtenir une victoire dont personne ne voit l'intérêt, sauf la République sud-africaine sans doute. Le mécontente-

Depuis l'accession à l'indépendance, la coalition au pouvoir, comporte une majorité qui revient incontestablement à Robert Mugabe. Joshua Nkomo avait obtenu pour son mouvement le Front Patriotique, un accès aux postes gérant la sécurité de la jeune république. Lorsqu'il fut dépossédé du ministère de l'Intérieur, il considéra

qu'il y avait rupture d'une condition de l'unité de la coalition. Le 17 janvier 81, il convoqua le comité central du Front Patriotique pour décider de l'attitude à observer après le remaniement. Le mécontentement et l'humiliation qui ont suivi se sont traduits par le « lâchage » de quelques officiers dans des camps où le voisinage des hommes de Mugabe favorisait une hostilité déjà grande. Comme au Tchad l'année dernière, la ZIPRA et la ZANLA sortaient alors le « grand jeu » vraisemblablement sans l'avis de leurs chefs respectifs. La première tentative d'unification de la guérilla sous l'emblème du FROLI-ZI fut un échec. Il faut reconnaître que les hommes de Joshua Nkomo avaient une expérience plutôt désagréable de ce genre d'initiatives. Sous la pression de l'OUA, excédée par leurs divisions en 1975, ils furent contraints de travailler dans des camps d'entraînement communs en Tanzanie et au Mozambique. 600 soldats de la ZIPRA auraient été tués alors par les hommes de Mugabe. Depuis, ils font la sourde oreille chaque fois qu'il est question de s'unir. C'est

ment qui traverse le corps des soldats de la Zipra exprime leur colère, qui remonte aux résultats des élections présidentielles qui ont vu la victoire de Robert Mugabe sur Joshua Nkomo. Les conflits existent déjà aux origines de la guérilla, affleurent de façon latente aux rythmes des provocations mutuelles et entretiennent une rivalité dont la dernière manifestation ouvrirait des perspectives de guerre civile.

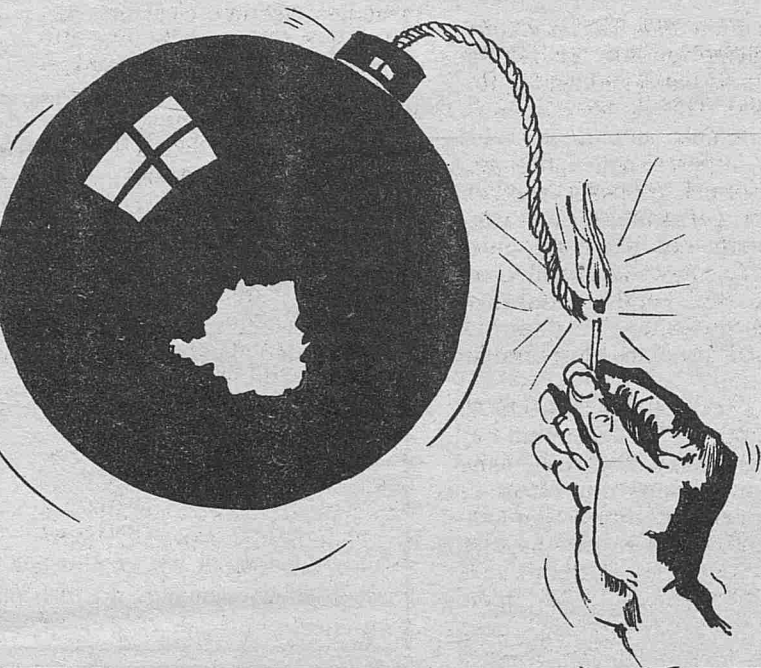
dans ce climat qu'intervient l'assassinat de Stanislaw Nelson Marembo, membres du Front Patriotique et secrétaire au commerce, tué avec son neveu par une mine déposée dans l'allée de sa résidence de Waterfalls, dans la banlieue sud de Salisbury : une provocation imbécile qui venait alourdir un ciel déjà plein de nuages.

L'ARRANGEMENT ENTRE NKOMO ET MUGABE

R. Mugabe depuis son élection, tout fait pour calmer la minorité blanche détentrice du pouvoir économique. L'affaire Tékéré avait jeté la lumière crue sur l'ambivalence du pouvoir au Zimbabwe. La gauche du parti de Mugabe supporte mal la présence dominante des blancs dans l'appareil juridique et pénitentiaire ; même la ségrégation dans les écoles n'est pas entièrement effacée. L'exode massif des blancs accroît le désordre économique, véritable problème pour Mugabe qui a pu en tirer les conséquences au Mozambique. La réforme agraire n'a été que très partielle, et certains se découragent déjà. Jo Nkomo ne fait plus l'unanimité dans les rangs des soldats dont une grande partie a déserté après ces affrontements. Depuis le 16 février, il a pu se faire entendre et obtenu le désarmement de ceux qui sont restés. Le chef de l'Etat a confié à Emmerson Munangangwa (PF) le dossier de l'intégration des anciens guérilleros et créé de nouveaux postes de vice-ministre qui iront sans doute au Front Patriotique. La menace

d'un éclatement de la coalition qu'annonçait le 28 janvier Jo siah Chinamo, actuel ministre des Transports et partisan de Nkomo, semble conjurer pour l'instant. R. mugabe qui vient de conclure un pacte militaire avec le Mozambique, contre l'Afrique du Sud, se trouve dans la situation d'un acrobate marchant sur la corde raide. Le compromis réalisé vise à permettre l'intégration des deux armées et une meilleure organisation de l'économie : deux tests difficiles, pour la coalition déjà durement éprouvée.

Leuk Le Lièvre



GUYANE :

Pour les patriotes

Depuis le 7 juillet 1980 cinq patriotes guyanais sont embastillés par le gouvernement colonialiste français parce qu'ils ont entrepris une lutte sans merci pour arracher : « l'indépendance immédiate et sans condition » de notre pays La Guyane.

Par le biais de son fidèle organe de répression politique : la Cour de Sureté de l'Etat, le gouvernement colonialiste français vient de rejeter la demande de liberté provisoire, qui leur a été adressée par le collectif des avocats.

De plus le juge d'instruction Cour de Sureté de l'Etat, le gouv s'obstine à refuser de leur accor-

der le « régime spécial » auquel ils ont droit en tant que prisonniers politiques et continue à les maintenir sous le régime de droit commun ».

Dans l'immédiat il s'agit pour nous d'exiger que le statut de détenus politiques leur soit reconnu et appliqué, car il est évident que si nos frères patriotes sont en prison c'est parce qu'ils sont des militants indépendantistes du camp patriotique.

Conjointement, nous Guyanais, Martiniquais, Guadeloupéens, nous tous émigrés, exilés forcés par l'impérialisme de quitter nos pays respectifs pour venir notre force de travail en France, nous devons par notre mouvement de solidarité assurer aux cinq détenus politiques guyanais les moyens matériels de leur défense, et aider leurs familles qui se trouvent dans le besoin.

Enfin pour donner une large information sur la répression et les crimes perpétrés par le colonialisme français en Guyane, et se préparer à assumer le procès politique, qui devra être celui du colonialisme français en particulier en Guyane, et d'une façon générale dans les dits DOM TOM.

Tous rejoignez le Co. So. G. 85 rue des Couronnes Paris 75020. Tél. 358 32 92 (le soir).

Ecrivez-nous, envoyez des messages de soutien, et donnez-nous les adresses où nous pourrions adresser dans les quinze jours qui suivront une brochure sur la situation en Guyane.

Le Co. So. G

New-DELHI : Non-alignés : Quel bilan ?

Le choix de New Delhi comme lieu de conférence rappelait le voisinage chinois et soviétique, et plaçait Indira Gandhi à un poste d'observation privilégié.

Les membres de la conférence ont, depuis bientôt trente ans, fait l'expérience de bien des problèmes qui ont fait voler en éclat la volonté de garder les mains libres, en tenant à mi-distance les modèles nord américains et soviétiques. L'Inde elle-même s'est fabriquée une bombe atomique, ce qui a donné quelques idées au Pakistan échaudé par l'épisode Bengla Desh. Depuis le conflit du Moyen-Orient, théâtre principal des rivalités est-ouest, a internationalisé un conflit engendré par ceux-là mêmes qui aujourd'hui, s'en plaignent solennellement. Choissant de ne pas trancher sur la question de la représentativité khmère, la conférence a néanmoins condamné clairement la présence des puissances étrangères au Cambodge et en Afghanistan. Le conflit Iran-Irak sur lequel aucune prise de position collective n'était possible a tout de même aggravé le fossé existant entre les emirats arabes généralement favorables à l'Irak et hostiles à une révolution d'inspiration schiite dont la signification est lourde de menaces pour eux. L'Afrique déchirée sur la question de la présence (indirecte) des forces soviétiques sur le continent, refusait à Castro un chèque en blanc pour Bréjnev.

L'Erythrée (pour l'Ethiopie) l'Ogaden (pour la Somalie), l'Angola, le Mozambique, autant d'alliances divergentes qui s'expriment soit dans la crainte de la « menace rouge » soit dans un vibrant hommage à la « patrie du socialisme » divergences aggravées par la guerre civile du Tchad. Membres de l'OUA, de la conférence islamique ou de la Ligue Arabe, membres de l'OPEP « clients » du FMI, la différence des situations économiques et des alliances militaires, francophones, anglophones ou arabophones, les pays non-alignés ont tranché sur des problèmes pour lesquels une majorité pouvait se construire avec quelque consensus peu difficile à réaliser. C'était un minimum, points de vue majoritaires qui sanctionnent la politique qu'elle inspire ici ou là. Fidel Castro a perdu une manche dans sa croisade philo-soviétique, lieu d'un pays « radical » refusant les orgues de Staline à Kaboul. L'élection de Reagan et sa volonté d'œuvrer pour conjurer « l'ingérence soviétique » au Salvador, son intérêt teinté d'agressivité pour la Pologne, l'indéniable sympathie qu'il a pour le pouvoir pale sud-africain promettent un regain de guerre froide, qui fournira l'occasion aux non-alignés de se montrer leur indépendance — politique — vis à vis d'un ordre économique et d'une « sécurité » dont la définition s'élabore par le célèbre général Haig et le sympathique Pentagone. Re-

lance de l'armement (bombe à neutrons), escalade verbale, escarmouche par petits états interposés ne manqueront pas d'interpeller un mouvement déjà affaibli par ses propres difficultés. Comment convaincre les grandes puissances que l'agressivité évidente de leur marine de guerre dans l'Océan Indien est une situation porteuse de menaces pour la planète, en particulier pour les pays situés sur les axes stratégiques de puissances déterminées à gagner ou à conserver des bases militaires, à contrôler des voies maritimes vitales pour... eux-mêmes. On peut espérer au mieux un nouveau « code de bonne conduite » du style 1972 entre yankees et soviétiques, stabilisés par une Europe autonome. Elargissant le monopole de la destruction à 3 ou 4 avec la Chine, pour que l'équilibre de la terreur ne soit pas l'unique affaire des acteurs de la « baie des Cochons ». La prolifération nucléaire, la question palestinienne, s'ajoutent aux problèmes des nations dont la géographie coïncide souvent avec celle de la faim, de la sécheresse, de l'analphabétisme et du chômage. Une décision économique importante a été prise en direction du « quart monde ». Le mouvement des non-alignés trouvera une unité lors de la prochaine session si elle ne produit pas des réponses difficilement propres aux problèmes qui contredisent son désir de solidarité.

Leuk Le Lièvre

PHILIPPINES :

En marge des voyages du pape

A l'occasion de sa visite aux Philippines prévue du 17 au 22 février 1981, un appel international a été lancé au Pape Jean-Paul II afin d'attirer son attention sur l'utilisation possible de son voyage par le régime comme soutien à la dictature que Ferdinand Marcos impose au pays depuis huit ans. En effet, et malgré la levée de la loi martiale récemment intervenue, il semble bien que les bases autoritaires de la dictature soient demeurées en place (gouvernement par décrets, possibilités d'arrestations arbitraires, continuation de la militarisation du pays, maintien de la loi martiale dans le sud.

Votre sainteté,

C'est avec un profond regret que nous apprenons votre prochaine visite pastorale aux Philippines, car nous craignons que le Président Marcos n'utilise l'impact de ce voyage comme un

soutien à son régime dictatorial.

Si votre visite doit malgré tout avoir lieu, nous appelons votre sainteté à étudier la répression subie par les peuples philippin et Bangsa Moro qui vivent sous la loi martiale depuis huit ans.

Nous insistons pour que vous appeliez publiquement à :

— la restauration des droits de l'Homme, des droits démocratiques et des droits politiques,

— la libération de tous les prisonniers politiques,

— l'arrêt immédiat de la guerre de génocide engagée par le gouvernement philippin contre le peuple Bangsa Moro,

— la levée de la loi martiale.

ACAT.
Artisans du Monde
Mdprl
UCODEP
La lettre

« S'assumer en tant que femme, à tous les niveaux »

Voici arrivée la fin de notre série « Femmes de Tunis » et voici trois autres « itinéraires-témoins », « itinéraires-militants » cette fois-ci, avec, au bout, l'espoir d'avoir peut-être réinventé la démocratie, d'avoir créé un espace « d'expression libre » ; Je voudrais dire à ce propos que l'existence de cet « espace libéré », ces femmes de Tunis le doivent aussi à la présence de Jalila Hafsiya,

dont l'action au niveau officiel permit que ne soit pas tuée dans l'oeuf une initiative que beaucoup aimeraient voir mourir. D'autres expériences, similaires à celles des femmes de Tunis ont peut-être été menées ailleurs au Maghreb ou dans les autres pays arabes ; Nous aimerions, par l'intermédiaire de cet autre espace de liberté qu'est « Sans Frontière », les faire connaître.

Neila : Quand j'ai entendu parler du club, il y a trois ans, j'étais contre. Pour moi, féministe était synonyme de pas sérieux. Je pensais que les féministes posaient de faux problèmes. Et puis j'ai eu des gosses et cela a beaucoup influé.

Un couple sans enfants, c'est moins impliquant. Chacun garde « sa liberté ». Mais quand les gosses arrivent, tu te rends compte que c'est toi qui en as la charge principale, pas le père. Comme je suis très indépendante, j'en ai souffert.

Il y avait aussi mon expérience du syndicalisme à la fac. Je me suis rendue compte avec le recul, que les femmes n'avaient joué qu'un rôle minime. C'était un peu la tête et les jambes : tout se décidait au niveau des hommes et on venait ensuite te dire ce qu'il y avait à faire. Je me suis dit : « je vais aller au club » et dès la première séance, j'ai accroché.

Je me posais aussi beaucoup de questions parce que j'observais les couples autour de moi, des couples « progressistes », se débattaient dans des tas de problèmes. J'ai commencé à dire : « mais c'est pas possible, que des gens qui se disent avancés se comportent de cette manière dans leur vie privée ». Cela a été tout cela.

SF : Tu te définis comme « féministe », ça veut dire quoi,

pour toi, être féministe ?

Neila : Pour moi, c'est accepter de s'assumer en tant que femme avec tout ce que ça implique. Revendiquer dans la société où tu vis et absolument à tous les niveaux (personnel, politique, professionnel, culturel) que l'on traite en personne, en être responsable et non pas comme un être inférieur. Cela implique un combat de chaque instant, à tous les niveaux, c'est très difficile, surtout dans notre société.

Hier, par exemple, j'ai fait la connaissance d'une femme cordonnier, c'est peut-être la seule femme cordonnier dans toute la Tunisie. Elle est la patronne de son échoppe et a un ouvrier sous ses ordres. Lorsque j'ai discuté avec elle, je me suis aperçue qu'elle s'assimilait à un homme, qu'elle ne revendiquait pas du tout le droit de faire ce métier en tant que femme, elle m'a d'ailleurs montré ses mains, en me disant « regarde, c'est des mains d'hommes » et quand je lui ai demandé, pourquoi tu ne prends pas une ouvrière plutôt qu'un ouvrier, pour travailler avec toi ? Elle m'a répondu « ce n'est pas un métier de femme ».

SF : Pourtant, au niveau des textes, la Tunisie est l'un des pays arabes les plus avancés...

N : Oui, mais je crois que c'est un couteau à double tranchant :

quand les femmes sont opprimées ouvertement, elles réagissent plus radicalement, mais quand l'oppression se fait insidieusement, sous le couvert de textes de lois qui ont l'air libéraux, la prise de conscience, la remise en cause est difficile.

Quelqu'un a dit, qu'au lendemain de l'Indépendance, c'est comme si les femmes avaient été anesthésiées, on a donné aux femmes un certain nombre de choses qu'elles n'ont pas revendiquées, qui n'ont pas été l'aboutissement d'une lutte ; on ne peut pas dire que c'est une victoire, ces droits leur ont été donnés, elles ne les ont pas arrachés. On leur a fait croire qu'en Tunisie, la femme était libérée, et elles y ont cru, elles le croient encore dans leur majorité.

J'ai trouvé que les discussions étaient intéressantes. Mais je m'interroge sur notre propre attitude : dans quelle mesure était-elle tactique ? Dans quelle mesure, quand on se trouve face à un auditoire, nous, en tant que féministes, nous sommes capables d'assumer notre féminisme, ou dans quelle mesure nous ne sommes pas en train d'essayer de ne pas trop déplaire ; quand on nous taxe de féministes, on répond : « nous ne sommes pas aussi féministes que vous le pensez ». Samedi, à la fin du débat, un type est venu nous dire : « mais c'est du féminisme, ça ! » et on s'est trouvées en train de se justifier : « mais non, c'est pas du féminisme, et puis, c'est pas le féminisme tel que tu le conçois, c'est un autre

type de féminisme ». Je n'ai pas de compte à lui rendre à ce type-là !

SF : Tu as trouvé que les hommes étaient trop à l'aise dans la discussion ?

N : Oui, et s'ils étaient à l'aise, c'est qu'ils n'étaient pas trop dérangés non plus. Depuis que le club est créé, au niveau des types que l'on cotoie, il y a beaucoup de types qui tiennent des discours féministes, et qui sont très à l'aise dans leur discours, et ça, ce n'est pas catholique, car tu te rends compte que dans leur vie privée, ils continuent d'entretenir des rapports de domination, de pouvoir implicites ou explicites avec leur femme, leur soeur, leur mère.

SF : Comment vois-tu l'avenir du club ?

N : Le club est pour l'instant un club culturel, et c'est tout ; mais rien ne dit que ça ne débouchera pas sur quelque chose de plus large, avec un impact plus important. Je crois que ce serait souhaitable, que cela favoriserait une prise de conscience.

Nous avons l'intention d'élargir notre champ d'intervention. Les filles du club qui sont médecins ou avocates, vont tenir des permanences pour accueillir les femmes, les renseigner, les aider. Les aider dans la mesure de nos moyens, pas les prendre en charge. Les femmes ne sont pas des enfants, et nous ne donnons que ce que nous pouvons donner. On ne

va pas aller donner la bonne parole, on ne détient pas la vérité. Et puis, il y a des femmes qui vivent très bien leur condition, qui disent : « je suis heureuse », quel droit j'ai, moi, de les déranger, de leur dire : « non, tu n'es pas heureuse ».

SF : Penses-tu que le mouvement des frères musulmans représente un danger en Tunisie, et ne penses-tu pas qu'il faut essayer d'établir un dialogue avec les filles qui y militent ?

N : Leur audience est grande, surtout parmi les jeunes, mais je ne pense pas qu'ils en constituent pour autant un danger. Leur succès actuel est plus dû au vide idéologique qu'il y a actuellement qu'à autre chose. Quant à aller discuter avec ces filles, je ne vois pas. Ne pas leur fermer la porte du club, d'accord, si elles viennent, mais aller discuter avec elles, non, ce n'est pas la tâche principale. D'autant que les deux discours, le nôtre comme leur, sont assez hermétiques. Nous posons une problématique qui n'est pas la leur : elles sont pour le retour à la tradition, même le code du statut personnel, pour elles, c'est trop, et toi, tu vas leur dire, le C.S.P., c'est pas assez ? On n'est pas du tout sur la même longueur d'onde. Par contre, si une fille vient au club et pose des problèmes précis, essayer d'établir une communication dans la mesure où elle est recherchée de l'autre côté, oui. Ne pas refuser le dialogue, de toutes manières, ni avec elles, ni avec quiconque.

LE CLUB DERANGE

Fatma : Quand j'ai entendu parler du club, j'ai approuvé d'emblée l'initiative et je suis allée voir ce que c'était. Au début, moi, je pensais que le problème de la femme était secondaire, par rapport à ce que devait être ma contestation de manière générale ; ma « prise de conscience » ne s'est pas faite comme ça, en fait, c'est lié à ma vie ;

Quand j'ai débarqué à la fac, j'avais tout un lot de contestation, un désir de changement global ; et cela, bien entendu, parce que, en tant que femme, j'avais eu des problèmes avec mes parents ; je me sentais dominée, mais je n'étais pas consciente de ce que la domination qui s'exerçait sur moi avait de spécifique ; je me révoltais contre des injustices de tous types, dans un cadre syndical, politique ; mais à la fac, quand on posait le problème de la femme, tout de suite, on nous disait : « c'est vrai, les femmes sont opprimées, mais elles ne sortiront de cette oppression que lorsque l'on aura changé les rapports de production. On ne pourra poser le problème qu'à ce moment-là ».

C'est ce contexte là qui a étouffé en nous le processus de révolte. On s'est retrouvées embarquées dans un processus de contestation globale qui nous éliminait, nous, en tant que femmes.

Dans notre vie privée, quand on s'est efforcées de mettre en pratique nos idées, on s'est aperçues que cela n'était pas possible, qu'en fait, on se trouvait assujetties au même type de rapports que ceux que l'on observait entre nos parents, nos frères, nos soeurs, qui n'avaient pas, eux, les mêmes velléités de changement. Le pire, pour nous, c'est qu'autant on sentait cette domination, autant on était incapable de nous en défendre parce qu'il y avait ce type de rapport idéologique.

Finalement, on se trouvait être plus naïves que réellement préparées à lutter pour concrétiser nos projets ; ce qui est dramatique, c'est qu'on a baissé les armes que nous avait donné la société à travers notre éducation, pour être prêtes à affronter un certain type de rapports, on a voulu s'en donner de nouvelles, et on s'est retrouvées flouées.

La réflexion à laquelle je suis arrivée, c'est que la gauche, de manière générale, a voulu greffer sur nous un schéma - que nous avons d'ailleurs accepté - qui, s'il concordait avec toute une option de société nouvelle, ne correspondait pas à notre propre réalité ; On a été extrêmement déçues, on s'est dit alors : « il faudrait peut-être

qu'on se retrouve ensemble, nous, les femmes, pour discuter, mais notre démarche restait très politique, très dogmatique, finalement ce qui nous a beaucoup aidées, c'est que le club était un club culturel, qu'on ne pouvait en faire ni une tribune politique, ni un cercle marxiste ; cela a permis une diversité énorme au niveau des participantes ; on a appris à s'écouter, même quand on n'était pas d'accord, nous avons fait l'apprentissage de la démocratie, nous qui étions habituées à un certain autoritarisme, au « terrorisme verbal », on a appris que le plus important, c'était de laisser parler les gens, même s'ils étaient d'un avis différent. L'essentiel, pour nous, c'est de sauvegarder ce club en tant qu'espace d'expression libre, dans lequel toutes les femmes peuvent venir s'exprimer. Mais le club déranger, surtout les hommes qui se prétendent progressistes voire féministes et qui considèrent qu'ils ont une place dans le club. Ils se sentent exclus, brimés par la non-mixité, parce-que pour une fois, ils n'ont pas le pouvoir.

Propos de Fatma, Jalila et Neila, recueillis par FL

Jalila Hafsiya, directrice du Club Haddad

SF : Y'a-t-il beaucoup de femmes directrices de maisons de la culture en Tunisie ?

JH : non, je suis la seule et je le regrette d'ailleurs. Ceci dit, il y a des femmes dans toutes les branches du ministère de la culture et parfois à des postes de responsabilité.

SF : Quel est ton itinéraire ?

JH : En vérité, ce n'est pas un itinéraire très facile, en ce sens qu'il n'est pas linéaire, c'est à dire : faire des études, passer des examens, et puis après se dire : je vais faire ceci ou cela. Je me suis mariée très jeune, à quinze ans ; à partir de là, j'ai arrêté mes études, et je suis restée longtemps sans travailler. Lorsque j'ai décidé de travailler, j'ai suivi sortie, c'était après l'Indépendance, et j'ai commencé à prendre des cours du soir. Mais ce qui m'a

beaucoup aidée, c'est que j'ai toujours lu, même quand je me suis mariée, j'ai continué à lire. J'ai donc repris des cours du soir, et puis j'ai cherché du travail, c'était les débuts de l'Indépendance, ça m'a été facile.

SF : Tout cela s'est fait en accord avec ta famille, on t'a facilité les choses ?

JH : Comment, facilité ? NON, c'est très simple : j'étais mariée, après m'être mariée, j'ai commencé à travailler et après avoir travaillé, j'ai divorcé. Voilà c'est tout. Après j'ai travaillé seule, ça c'est une chose que je n'ai jamais remise en question.

C'est de toutes manières un choix bien précis.

Je me suis donné entièrement à mon travail, qui représente pour moi quelque chose d'important, car il m'apporte une espèce d'équilibre.

Un pavé dans le marécage du professionnalisme

Le vendredi 20 février à 20h30, un spectacle en arabe et en français « *L'appel du fou* » sera joué par une jeune compagnie dramatique « les comédiens Immigrés de Grenoble » dirigée par Mohamed Boumeghra sur l'invitation de l'Action Culturelle de Tourcoing (dans le Nord).

Au départ, un texte de Mohamed Boumeghra. Des bribes, plus exactement, consignées dans des cahiers, sur des coins de nappes déchirées. Témoignage d'une sensibilité et d'un imaginaire.

Ce spectacle est un monologue, celui d'Hmida, personnage devenu fou (?), égaré au beau milieu d'une décharge municipale, au beau milieu aussi de ses rêves.

Ceux-ci vont le conduire à évoquer des sujets qui ont nom violence, chômage, racisme. Mais pas pour faire la leçon. Car comme le dit Diden : *Il n'y a pas les bons qui seraient les émigrés, et les méchants qui seraient les occidentaux. En fait, ce que veut vraiment dire la pièce, c'est que nous sommes tous des immigrés* »

Voici H'mida tout seul, toujours dans la misère et toujours malchanceux, perdu sur cette autre « surface de réparation » que constituent le bidonville et le terrain vague.

Durant une heure, H'Mida va délirer, lâchant la bride à son imaginaire et vivre devant nous différentes situations sans chronologie, sans lien apparent, situations que connaissent tous ceux qui ont cédé au charme de pacotille de dame « immigration » et à ses promesses : rêve de promotion sociale avec sa cohorte d'équipements- gadgets et tous les stéréotypes de la société de consommation, chômage, identification caricaturale avec un patron d'usine face à la crise et aux grèves (« si ça continue ainsi, je prends ma valise et je me tire ! », dira celui-ci avec un certain humour involontaire...). Voyage dans l'imaginaire ponctué par des évocations malicieuses sur son enfance, sa famille, un aller-retour entre deux conditions sociales -abondance et misère- et la confrontation de deux cultures l'une avec ses archaïsmes poussiéreux, l'autre avec sa voracité matérialiste.

« Je préfère manger le pain sec de mon pays que la brioche au miel des autres », dira-t-il notamment.

Est-ce contraint, est-ce par choix qu'il conclura :

*Je vous laisse la fortune
Je vous laisse le confort
Je vous laisse l'abondance ...
je ne demande que la paix !*

Créé en 1979, ce spectacle a été reconnu comme une « réussite de beauté et de sensibilité à l'état pur ; qu'on ne comprenne pas la langue est secondaire. Le courant passe ».

Un grand spectacle qui interpelle violemment, mis en scène et en musique par **Diden Berra-**

dame, et soutenu du rythme de sa langue et de son corps par un remarquable comédien, **Mohamed Boumeghra** auteur-acteur.

Grâce à lui, point besoin de comprendre la langue arabe pour participer à l'aventure. A la manière des conteurs méditerranéens, il interprète tout : grand-mère et patrons, vieux du village et nana à la plage ...

Le même jour, à la même heure, dans un autre espace théâtral à la Maison pour Tous de Saint-Quentin les Yvelines, la nouvelle création des « compagnons de la Marionnette et de l'expression », présente « **Le Meddah, le Sultan et les ombres**... », une pièce de Jean-Pierre Bellan, mise en scène par Saïd Hamidi, en collaboration avec le « théâtre de l'Echelle » de St Etienne.

Pourquoi cette collaboration avec une autre Compagnie ? Saïd Hamini s'explique : « le théâtre de l'Echelle nous procure ce qui nous manque ici ; la maison pour Tous n'a pas été conçue pour des créations théâtrales ; par exemple, il n'y a pas d'ateliers, alors que le théâtre de l'Echelle de St Etienne a des locaux, on peut y construire des décors, y réaliser des Costumes, etc ... C'est pour cette raison que nous travaillerons d'abord à St Etienne, puis nous répéterons dans la grande salle de la Maison pour Tous, où les premières représentations auront lieu après une semaine d'animation pour public, puis pour les scolaires ... »

L'histoire de « *Meddah le Sultan* » est tiré d'une légende de Chérif Khagnadar. Le Meddah entre en scène et se met à raconter l'histoire (il jouera lui-même le Vizir, tout en redevenant, de temps à autres, le Meddah).

Il y a donc un sultan qui s'ennuie et on devine pourquoi : le sultan a un problème de langage : il a été élevé par une nourrice qui lui a appris un parler populaire, vert, émaillé de grossièretés ... Or, il n'entend que le langage de la cour, aux platitudes fleuries de salama-leks ... C'est de là que vient son ennui. Le vizir essaie de se distraire par tous les moyens, mais il n'y parvient pas. Alors, il a l'idée de faire appel à deux émissaires venus de Grèce, deux travailleurs de chantier, de théâtre, qui sont aussi deux agitateurs, que le sultan a fait arrêter à cause de leur langage grossier : mais il ne leur a pas fait couper la tête, parce qu'il a un faible, malgré tout, pour ce langage.

Sur les conseils du vizir, donc, le Sultan les relâche, les convoque et leur demande de construire un théâtre, alors qu'il ignore totalement ce qu'est le théâtre. Seulement, ils n'ont pas la même conception du théâtre et ils se disputent sans cesse, l'un penchant pour un théâtre populaire, l'autre pour un théâtre de cour. De ce fait, ils ne construisent pas le théâtre, mais sur l'inspiration de leurs femmes, prépa-

rent un théâtre-piège pour faire tomber le sultan et sa cour dans les égouts ... Le vizir les ayant dénoncés, le sultan leur fait enfin couper la tête ... Qu'à cela ne tienne, ils remettent leur tête sur leurs épaules et s'en vont (interprétés par des marionnettes bien sûr, il n'y a pas de « coupe-cou » dans le théâtre). Le Vizir se creuse la tête pour arracher le sultan, désespéré, à son ennui, devenu mortel. En dernier recours, il lui offre les femmes de Djeha et de Garagouz, abandonnées par les fuyards, mais elles s'enfuient à leur tour, pour la plus grande déception du sultan qui, fou de rage, veut décapiter tout le monde ... Sur les voiles des femmes qui lui étaient restés dans les mains, le Sultan voit reparaître les ombres de Djeha et Garagouz, spectacle qui le stupéfie et le séduit jusqu'à ce que les paroles des deux « lascars » redevenant subversives, il lève de nouveau son sabre et ne tranche que ... l'écran. « Alors c'est ça le théâtre, le mensonge, l'imposture ! » s'écrit le Sultan.

Que ce soit « *l'appel du Fou* » des comédiens de Grenoble ou « *le Meddah, le Sultan et les Ombres* » mis en scène de Saïd Hamidi. Deux spectacles à ne pas rater, que vous pouvez faire venir dans votre localité, (bien sûr, je m'adresse aux associations qui veulent sortir de leur vision misérabiliste des immigrés). D'autre part, nous allons ouvrir dans les colonnes de « *Sans Frontière* » un dossier sur le théâ-

Soyons clairs

Suite aux critiques concernant le « *parisianisme* » de la rubrique culturelle, nous tenons à vous apporter les précisions suivantes :

1) : Dans l'agenda, nous publions les programmes de spectacles qui nous sont envoyés ceux dont nous avons vent au cours de nos divers déplacements.

Alors, n'hésitez surtout pas à nous envoyer tout programme portant sur des manifestations culturelles. 2) : Les articles que

vous trouvez en pages 12 et 13 s'ils sont axés sur des manifestations parisiennes, la raison en est simple : Nous sommes deux à nous occuper de cette rubrique, donc, matériellement, numériquement, et temporellement, nous ne pouvons couvrir qu'un secteur d'activités pour le moment- restreint. Dans cette mesure, si vous aviez des bafouilles écrites sur tel ou tel spectacle ou activité culturelle, faites-les donc !



tre dans l'immigration et un débat avec des troupes immigrées, sur leur travail, leur financement (grande question) etc ... Toute

personne faisant du théâtre est est invitée à ce débat.

Mohamed Nemmiche

Le papa de la Négritude s'appelle Négrisme

Il faut enterrer la négritude, c'est dépassé.

D'accord. Mais alors ce concept était-il un leurre ? Personnellement, je n'ai pas trop accroché aux origines gréco-latines, étymologiquement parlant, de ce « *trip* » de la diaspora noire à la fin des années 40.

Pourquoi fallait-il un concept si occidentalisé pour définir une spécificité culturelle nègre, alors qu'à l'époque, la même déjà, Cheikh Anta Diop démontrait par A+B que les origines de la civilisation méditerranéenne, berceau de l'humanité rationnelle donc Héliène (la belle), donc blanche (IO), étaient bien nègres partant du fait que l'Egypte des pyramides avait pour premiers pharaons des Nubiens, donc en couleurs, des moricauds de nègres. L'histoire qu'ils ont codifiée fourmille de ce genre d'omissions, on ne peut plus historiques, visant à réduire la civilisation noire à une jungle pour Tarzan and co, qui n'a pu exister scientifiquement que par les conquêtes chrétiennes de la fière Europe. Bref, qu'avant le Moyen-âge, l'histoire de l'Afrique Noire n'existait guère, fautes d'empreintes noires évidentes. Bref,

bref. Revenons à notre négritude. Cadre : l'émission dialogue mercredi 11/2 à 20 h. France Culture, en présence de deux éminences grises de l'intellegenzia noire, à savoir, M. Depestre (haïtiens) et M. Glissant (Martiniquais). Joli monde. Un Français bien chatié, quand même, pour faire plaisir à Vaugelas. Et des truismes inédits qu'il était temps de faire connaître. Exemple : saviez-vous que l'histoire d'Haïti et de la Martinique sont convergentes : ça va chercher loin. Et puis « *l'Universel général humaniste* ». Balivernes. Là où ça commence à dérailler, quant à la mise à mort de la négritude pour l'avènement du Négrisme, c'est quand les orateurs parlant d'« *antillanité* » (oui, oui, oui), rattachent la culture intellectuelle des caraïbes à celle de l'Amérique latine, tout cela pour dégrader une entité culturelle locale : le marronage. Rien à voir avec le trip du retour aux racines. Pour expliquer la naissance de la négritude, il faut d'abord reconnaître l'antériorité du négritisme qui est -comme tout un quelqu'un le sait- toute la littérature européenne du XVIe (?) au XIXe siècle, mettant en scène même brièvement, des personna-

ges à l'épiderme foncée. Donc, c'est toute cette littérature blanche qui a permis la prise de conscience des intellectos noirs (merci à la Case de l'Oncle Tom et Nègre de Surinam, on y retournera) qui aboutira au début de ce siècle au mouvement de la renaissance noire, à Harlem des Folles années 20. Et là, surprenant trou de mémoire de nos orateurs qui, parlant des personnes de cette période, citent des écrivains ...sud-américains ... Hola ! Et Langston Hughes ? Passons.

Donc, comme toujours, les nègres n'ont jamais pu rien faire d'eux-mêmes et ce négritisme littéraire est là pour le prouver. Sans les auteurs européens du début des temps modernes, il n'y aurait pas eu de négritisme donc de négritude. Bravo. C'est comme le banania : c'est tout Manon, mais c'est les bons Sahib Bwana qui nous l'ont fait connaître. Merci de nous permettre l'accès à la raison héliène. A suivre.

Orateurs : René Depestre et Edouard Glissant, diffusion prévue le 17 mars. France-Culture, 20 h.

H.D. Kala-Lobé

Découvrir l'autre sous les soleils du Tropique

Le tourisme est avant tout une affaire de voyeurisme. Habituellement, seul s'exprime le point de vue des voyeurs : dépliants publicitaires des agences de voyages, articles des revues spécialisées dans l'« exotique », comptes rendus et photographies des touristes eux-mêmes... Mbaye Dieng (1), au contraire, donne la parole à ceux qui subissent le tourisme dans leur propre pays : chauffeurs de taxis, vendeurs, employés d'hôtels, prostituées, cireurs de chaussures, banas-banas... A travers une soixantaine d'interviews réalisées au Sénégal, s'élabore peu à peu l'image que se font des touristes « ceux qui les côtoient, les servent et les jugent aussi ».

« Un touriste, c'est quelqu'un qui est facile à reconnaître ». Et pas uniquement à cause de la couleur de sa peau : la manière de s'habiller, les « gros sacs », les valises et les malles « avec une étiquette », et, bien sûr, l'appareil photographique le désignant sans erreur possible. Mais le touriste est aussi aisément reconnaissable à son comportement. Il n'y a que lui qui achète des cartes postales et certains objets de l'artisanat local. Et, « il a toujours avec lui des choses achetées au Sénégal. Il aime porter les colliers, les sandales en cuir ou les sacs. Il vit à l'hôtel, se déplace en taxi, ou par groupes en car, visite les musées et le « village artisanal ». Toutes ces activités n'entraînent le visiteur que dans « des endroits peu fréquentés par les Sénégalais », sur des circuits à l'écart de la vie locale réelle.

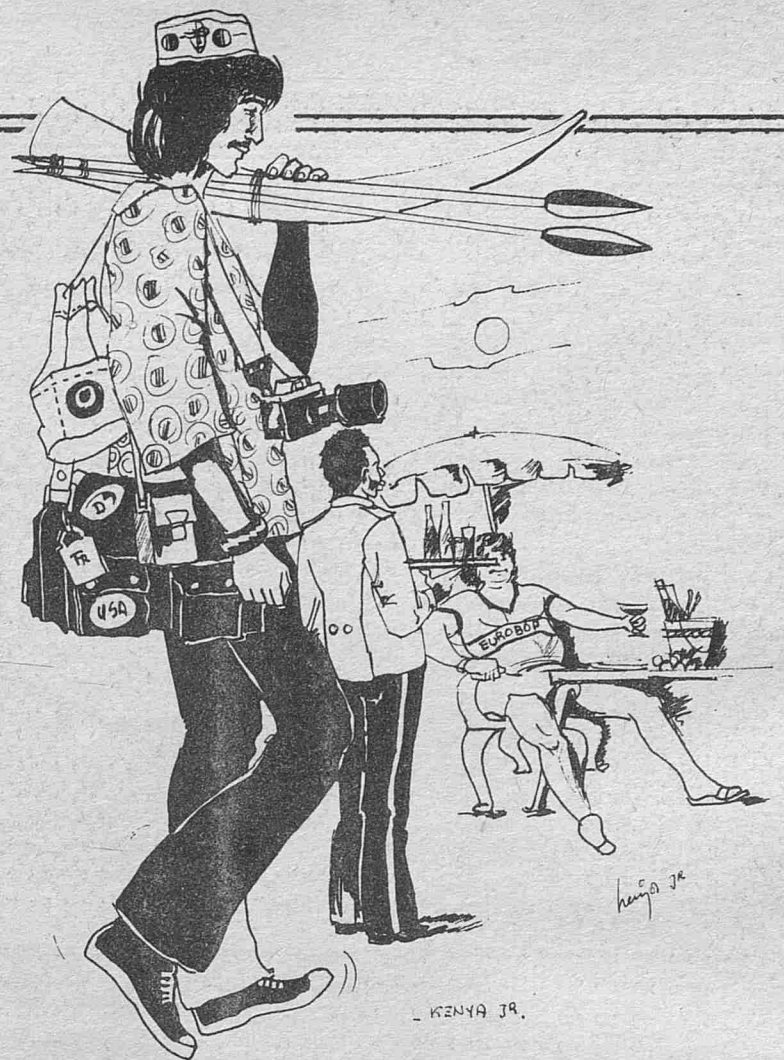
Le touriste, « c'est un étranger qui ignore tout sur le pays, mais qui, en revanche, veut tout savoir ». Il pose des questions, « parfois embarrassantes », sur tout. A la poursuite du « vrai » et de l'« authentique », il s'intéresse à tous les domaines :

musique, cuisine, traditions, fêtes folkloriques... Il cherche le contact le plus direct et par tous les moyens. Mais le Sénégalais ne peut faire autrement que de voir en lui un « homme riche » ; le touriste a de l'argent à dépenser : « il faut toujours profiter de leur argent, car ils viennent seulement pour dépenser de l'argent et repartir ». Ainsi, le touriste est-il perçu comme bénéfique car il « profite au peuple et à l'état » par l'argent qu'il apporte au pays. En contre-partie, le touriste se comporte comme en pays conquis : il faut surtout ne pas lui déplaire et satisfaire tous ses caprices ; En cas de conflit, il a toujours raison et tant pis pour celui qui a le malheur de l'irriter ! Il faut tout faire pour lui être agréable, car c'est lui qui permet de gagner un peu d'argent, même si certains commencent à comprendre que ce sont surtout « les patrons », l'état et les agences étrangères qui tirent bénéfice du tourisme.

Ce portrait du touriste qui apparaît dans l'étude de I. Mbaye Dieng montre clairement le caractère superficiel et provisoire des relations qui peuvent s'établir dans le cadre d'un voyage touristique. Tout est faussé dès le début par le fait que le touriste est « un étranger venu changer de climat. Il a besoin d'oublier ou plus exactement de se retirer pour quelques temps du climat et de l'ambiance de son pays ». Sa boulimie de détails pittoresques n'est qu'un moyen de masquer son ennui et ses problèmes. Il avale goulument des souvenirs pour avoir du « vécu » et de l'« authentique » à raconter en projetant ses diapos au retour : « ça c'est un mec super chouette qu'on a rencontré dans la montagne. Il nous a invités à boire le thé chez lui. Bla...Bla...Bla... » Trouver de l'authentique valo-

rise M. Dupont/Lyautey à ses propres yeux : le tourisme thérapeutique est né.

L'inconvénient est que tout cela se fait sur le dos de ceux qui accueillent le touriste. Passons sur le fait que ce dernier n'a ni la possibilité, ni le désir réel d'appréhender la réalité : il ne voit que la réalité folklorique qu'il se sélectionne (rôle de l'appareil photo), en fuyant tout ce qui pourrait le « déranger » (inégalités sociales, misère...). Demandons-nous simplement si les gens ont été consultés : le touriste a soif de contact, mais le paysan sénégalais éprouve-t-il le désir ou le besoin de rencontrer cet étranger de passage, qui vient l'observer tout en bouleversant son mode de vie traditionnel (extension de la prostitution et développement des activités touristiques au détriment des activités traditionnelles) ? Comment s'étonner alors de ce que les seuls rapports possibles soient des « rapports de fric » ? En effet, le touriste n'apporte rien, il vient chercher quelque chose pour lui-même. Eh bien, qu'il paye, c'est



la moindre des choses ! Si son désir de « découvrir l'autre » est sincère, pourquoi ne se manifeste-t-il que sous le soleil des Tropiques et pendant les vacances ? Le mec « super chouette » rencontré dans la montagne africaine est peut-être le travailleur

immigré qu'il ignore tous les jours dans sa rue.

JB

(1) : « Les touristes vus par ceux qui les servent ». I. Mbaye Dieng, ENDA, BP 3370, Dakar, Sénégal, 66 FF + 8,80 FF de port environ.

Dieu t'a créé, tu as crié ...!

De Michel Alimeck, édité par ses soins, le 30 juillet 1980.

Drôle de personnage que Michel Alimeck : percussionniste et poète, ce griot ne figure pas au gotha des célébrités musicales. Sa carte de visite est longue, les amateurs de sons improvisés l'auront écouté en duo avec Bobby Few (en 1979 au Lucernaire, assisté aux ateliers de percussions avec Alan Silva (1978) ou vu ces jours-ci en compagnie du pianiste de Billie Holiday, Mal Waldron. Collaborateur au journal « Sans Frontière », il a aussi travaillé au Musée de la ville de Paris, sur l'« Enfance Algérienne ».

Son itinéraire discret et ses préoccupations politico-culturelles, ont accouché d'un livre de 150 pages, que l'on peut trouver pour 45 F (Aïe) à « Présence Africaine » ou à l'« Harmattan ». Alimeck a de qui tenir, membre de l'« ethnie » Saramacca, resté résolument « primitive », pendant et après l'irruption coloniale, l'émergence des villes et l'apparition du « Créole de la classe dominante ». Les Saramacca, aux dires de Michel Alimeck, viendraient de chez les fameux Ashanti, la preuve demeure aujourd'hui encore, ce tambour aux formes particulières que l'on ne trouve qu'au seul Ghana. Ethnie ignorée, dévalorisée, exploitée, elle a pourtant ce qu'il faut pour ne pas avoir honte d'elle-même aujourd'hui : une organisation socio-politique et une psyché en prise directe avec l'Afrique pré-coloniale, des « marrons » organisés en familles de provenance Africaine : Kwinti, Djuka, Aluku, Paramaka, Matawai, Aukane, dirigées tour à tour par Bonni, Joli Coeur, Codjo, Coffie, Mentor, Arabi, et Samson. Fuyant devant la pénétration eu-

ropéennes (anglais, français, hollandais) les « marrons » organisent l'évasion des plantations, résistent et obtiennent un rapport de force qui amène quelquefois les colons à négocier. Ainsi

Cadet-délégué d'une mission coloniale française-incapable de réduire Fort Boucou (construite par Bonni)-venu remettre une lettre se voit menacé d'un sabre et s'entend répondre : « tu sais bien, toi et ton gouverneur, que je ne sais pas lire. Retournes chez ton gouverneur ».

« Dieu t'a créé, tu as crié », est une chronique sociale et une analyse historique pour dire l'exclusion, le racisme, la marginalité que la fin de l'esclavage n'a pas effacés. La fin de la traite en Guyane, n'est pas une initiative humaniste : faillite des armements français et anglais, due à l'impossibilité des assureurs d'assumer les pertes. L'implantation coloniale a eu ses héros, ses missionnaires, telle Anne-Marie Javouhey, fondatrice de la congrégation Saint-Joseph de Cluny, qui disait : « j'aime les africains..., j'éprouve un besoin extrême de travailler à leur bonheur ». Louis Philippe par contre disait d'elle : « c'est un grand homme ! » C'est le leader la plus efficace de la colonisation (souligné par Sans Frontière), car elle a su se battre sans armes, sans chocolat et sans alcool, pour conquérir le monde entier » (une liste exhaustive des congrégations Saint-Joseph de Cluny dans le monde entier figure dans le livre)

Alimeck préfère substituer à Victor Schoelcher, abolitionniste et symbole de la liberté, le nègre marron Bonni, véritable réducteur de l'esclavage, par ses luttes incessantes qui ont

affaibli les colonies des traites et ses armées. Des images fortes telles la révolte à bord d'un négrier ou la pesée des esclaves sont une période que ses compatriotes ont vite refoulée ou voulu oublier, preuve insupportable pour le créole inhibé, qu'il reste une partie de lui-même dont l'image dérange. Les hommes politiques contemporains d'origine guyanaise sont traités au vitriol. Le célèbre Félix Eboué vaillant gouverneur en Afrique Française devant l'éternel et la croix de Lorraine, n'y gagne pas en sympathie. Quant à Léon Gontran Damas, chanteur de la négritude, il commence son « Retour en Guyane » par : « notez bien que vous parlez l'ami personnel d'Aimé Césaire et de Senghor, soutient du mouvement de la négritude ». Alimeck connaît bien sa culture aussi nous offre-t-il un matériel anthropologique (sculpture et signification, proverbes, analyses linguistiques), qui ajoute à son livre un autre intérêt. Il préfère la forêt guyanaise à « Kuru City », vitrine française où la technologie aéronautique et la société de consommation rappellent cruellement la situation véritable d'une colonisation sophistiquée, mal perçue par la « gauche socialiste » qui n'arrive pas à se traduire en organisation. Allez le voir jeudi 19 à la Mutualité, en soutien au peuple du Salvador, où il lira des poèmes, et caressera des peaux en compagnie de Jack Greg (basse), Souliman Hakin (saxophone alto), R. Raux (saxophone soprano), Sangoma (batterie), G.E. Noel, (piano) avant qu'il ne se tire chez les ashanti du Ghana

Blaise N'Djehoya

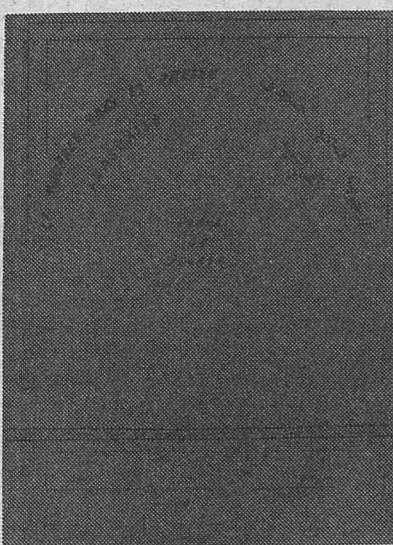
Le Maghreb dans la presse française

Le C.I.D.I.M. (Centre d'Information et de documentation sur l'Immigratin et le Maghreb) publie depuis trois mois et ce, avec le concours du C.L.A.P., une revue de presse rassemblant les divers articles de la presse quotidienne, hebdomadaire et mensuelle, régionale et nationale française, qui traitent des diverses questions concernant les pays du Maghreb : Algérie, Maroc, Tunisie et Mauritanie. Les articles sont regroupés en trois rubriques : social, culturel et politique, et sont pour la plupart intégralement reproduits. Les articles non-insérés sont résumés, et un index complet permet de retrouver les références de tous les articles parus. Cette revue de presse mensuelle est un outil facile et pratique, nécessaire à tous ceux qui sont sensibilisés par le Maghreb et permettra un suivi des questions maghrébines.

La revue est disponible sur abonnement (un an : 100 f) aux adresses suivantes :

CIDIM : 9 rue de la Rotonde, Marseille 13001 ;

CLAP : 5 rue du Dr d'Argelos, 13100 Aix en Provence



Momo le Fou du Full

J'ai rencontré son professeur, François Petitdemange, qui m'a parlé du Full-Contact et de Momo.

« Introduit en France par Valera, en 75, le Full Contact, (depuis deux ans rebaptisé « boxe Américaine ») peut être défini ainsi :

Il est issu du Karaté traditionnel, pour que le combat soit plus réaliste avec des protections aux pieds et aux poings.

La Forme : selon la compétition, il peut y avoir trois, cinq sept, ou douze rounds de deux minutes, durant chacun desquels huit coups de pied sont exigés ; l'arbitrage étant similaire à celui de la boxe »

Depuis cinq ans, à l'Okinawa

Karaté Club, de Saint-maur, François Petitdemange entraîne des jeunes à la boxe américaine.

« bon nombre d'entre eux sont devenus des champions, grâce à leur entraînement sérieux, dû à l'encadrement et à la force du caractère.

Mohamed Seggane (Momo), depuis sa première victoire en 1978, à Créteil, n'a jamais cessé de s'améliorer. Momo, avec plus de seize combats, devient une valeur sûre dans la compétition de haut niveau, grâce à l'amour qu'il porte à ce sport ; —Souhaitons de le voir vainqueur en coupe de France : pour le Club, le Val de Marne et l'esprit sportif.

La grande finale

Janvier 81, salle Japy à Paris ; Finale du Challenge National de Boxe Américaine :

La salle est pleine, Momo a le trac.

Aux dires de certains, son combat sera dur. Son adversaire semble solide. Mais Momo s'en fout, son prof est avec lui.

Les premiers rounds, Momo encaisse, il observe. Passé ce cap, il ne cessera de porter ses coups.

« Ça a été vraiment dur, mais je l'ai quand même eu aux points. C'était un bon combat »

J'aime le sport :

SF : Quand es-tu arrivé en France, Momo ?

Momo : Ça fait déjà cinq ans, en 1975, j'ai quitté l'Algérie.

SF : Pour quelle raison ?

M : Je devais d'abord me faire soigner pour un souffle au cœur, et puis j'avais de la famille. Une fois rétabli, le docteur m'a conseillé de faire du sport.

SF : Comment es-tu arrivé à la Boxe Américaine ?

M : J'ai d'abord fait du foot, ça me plaisait pas.

Un ami m'a prêté des bouquins de karaté, qui parlaient du Full Contact, et ça m'a tout de suite plu. En 78, je me suis inscrit au Club de Petitdemange.

SF : Qu'est-ce que tu aimes, dans la boxe Américaine ?

M : Je le trouve complet, aussi bien sur la qualité technique des exercices, que sur la préparation physique qu'il me faut pour les compétitions. Et ce n'est pas comme le prétendent certaines Fédérations d'Arts Martiaux, (qui ont voulu nous interdire),

un moyen d'alimenter son agressivité. Pour moi, ce sport me permet d'éliminer toute agressivité et de trouver un équilibre physique et moral.

SF : Pourquoi n'es-tu pas rentré en Algérie après ta cure ?

M : J'ai vraiment été branché par ce sport que je ne pouvais pas pratiquer là-bas, et ici, j'avais commencé ma vie, mes amis et un travail que j'aimais bien.

SF : Que fais-tu maintenant ?

M : Ça fait déjà quatre mois que je suis au chômage, je n'ai toujours rien trouvé, comme on peut tous les étrangers, chaque fois que je vais voir pour place, c'est toujours les mêmes problèmes. Etant algérien, on me répond : « Vous êtes trop jeune » (j'ai vingt ans), je ne correspond pas au profil et ça, c'est pas difficile, avec mon accent, ou encore « on vous écrira ». Malheureusement, je n'ai pas d'énorme qualification.

SF : Tu comptes faire quelque chose avec le Full Contact ?

M : Normalement, oui. Actuellement, je prépare la Coupe de France en Challenger, catégorie Légers, et plus tard, si c'est possible, les championnats d'Europe et les Championnats du Monde.

SF : Qu'est-ce qu'un Challenge ?

M : C'est une compétition ouverte aux étrangers, ce qui me permet de combattre à un plus haut niveau

Juste un mot pour finir, dans mon cours, sur trente, nous sommes dix algériens, et ça se passe plutôt bien. Si tu veux en savoir plus sur le Full, je te passerai des bouquins, Okay ?

SF : Okay ! D'accord. Salut, Momo et bonne chance !

Momo a bon espoir, malgré les positions prises par certaines Fédérations d'Arts Martiaux,



jugeant la Boxe Américaine sur une absence de « Moralité » et « d'éducation », en s'inspirant du rapport Peyrefitte.

Celui-ci souligne la recrudescence de la violence et de ses dangers. Un rapport en amenant un autre, on peut penser à « sécurité » et « liberté ». (Lesquelles ?)...

Propos recueillis par

Allaoua Luis et Vlad

Tournoi

Amilcar Cabral

(Mali)

Les finales opposeront donc le Mali à la Guinée, pour l'acquisition du trophée, alors que la finale pour la 3e place opposera le Sénégal (vainqueur du Tournoi en 79,80) au Cap-Vert.

Nous retrouvons donc en finale les deux équipes qui ont eu le meilleur comportement. Le Sénégal bien qu'en gagnant face à la Guinée-Bissau et au Cap-Vert n'a pas du tout convaincu. Ce tournoi constitue un excellent test pour toutes ces équipes à l'approche du 2e tour de la Coupe d'Afrique des Nations. Quant à la Guinée, qui prépare l'avant dernier tour des éliminatoires de la Coupe du Monde, pour faire trembler les « black Oaks » du Nigéria, elle doit gagner et convaincre, mais avec panache.

Poule A : Mali, Gambie, Mauritanie, Guinée

Guinée-Mali 1-1
Guinée-Mauritanie 2-2
Mauritanie-Gambie 3-0
Mali-Gambie 4-1

Poule B : Sénégal, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Sierra-Léone

Sénégal-Cap-Vert 1-0
Cap-Vert-Guinée bissau 3-0
Sénégal-Guinée-Bissau 1-0

Demi-Finales

Mali-Cap-Vert 2-0
Guinée-Sénégal 1-0

...FOOT ...FLASH ...FOOT ...FLASH ...

Samedi 14h, stade de St Ouen 32e finale de la Coupe de France :

Ambiance « tropicale » comme qui dirais-je. Ciel bleu de carte postale et stade noir de monde. La foule était au rendez-vous, pas trop pour Nancy, mais plutôt pour Morne-Rouge. Et d'entrée, le club de Morne-rouge donne le ton :

2e mn : Amel marque sur corner, l'arbitre refuse. Scandaleux.

6e mn : Rouyer déborde et centre. Umperierrez récidive d'une reprise de volée dans la surface de réparation. A la mi-temps, Nancy : 2, Morne-Rouge : 0

Tout au début de la seconde mi-temps, Pilotin s'échappe sur l'aile droite, et met toute la défense de Nancy dans le vent. Mais il tire sur le goal.

40e mn : coup-Franc de Pilotin des 18m... sur la barre. Frissons dans la foule...

59e mn : Rouyer hors-jeu dans la surface de réparation

marque tranquillement. L'arbitre accorde le but. Scandaleux.

63e mn : reprise de volée de Delamontage, dans l'angle gauche des 18 m, qui fait mouche. Nancy : 4, Morne-Rouge : 0

66e mn : Pilotin sur l'aile gauche, bloque la défense nancéenne et centre dans les buts nancéens. On croit au but. Mais la balle n'entre vraiment pas.

71e mn : Rubio seul au point de pénalty, marque tranquillo. C'est la débacle.

SENEGAL

Les leaders sont fatigués

Des scores vraiment étonnants : trois victoires par 1-0, ce n'est pas trop convaincant. Quatre matchs nuls par 1-1, et 11 buts de marqués en sept matchs par 14 équipes : ça va chercher loin derrière. La SEIB en gagnant petitement (1-0), se met en orbite un peu déjà. Le choc Nyaes-Police n'a pas trop choqué le public (1-1). Gorée

n'a pu disposer de Mbou ni la JA de Linguère (1-1). L'ajvant dernier ASFA a créé la surprise en remportant son premier match face au Mbossé (1-0) Les leaders, sont quand même un peu fatigués.

Résultats 10e journée

Nyaes Police 1-1
ja-Linguère 1-1
Asfa-Mbossé 1-0
Seib-Ndiambour 1-0
Diaraf-Taïba 1-0
Gorée-Mbou 1-1
Casa-Rail 1-1

CAMEROUN

Bien que la première partie du championnat camerounais touche à sa fin, les matchs retour ne peuvent encore se jouer, vu le nombre de match en retard qu'il reste à jouer, et dont nous vous donnons la liste :

A. de Dschang-C. de Yaoundé
En. de Ngaoundéré-T. de Yaoundé

Fédéral Foubam-Canon Union d'Abong-Canon Canon-Union de Douala

Comme vous pouvez le constater, le Canon jouera à toutes les sauces. Canonniers en joue...

Le match, en retard, au sommet Tonnerre-Canon, match fracassant s'il en faut, s'est soldé par un match nul

CÔTE D'IVOIRE

Voici la liste des dix équipes formant le 1ere division du championnat ivoirien :

Stella-Club d'Abidjan ; Asec d'Abidjan ; Réveil-Club de Daloa ; CO Bouake ; ASC Bouake ; Sacraboutou de Bondoukou ; AS Divo ; USC Bassam ; Africa-Sport ; Sporting Club de Gagnoa

Résultats de la 1ere journée :

Africa-Divo 1-0
Bouake-Gagnoa 1-0
Stella-Bassam Reporté
Daloa-Asec 0-0
Boundoukon-Bouake 0-0

AGENDA

PARIS

16 février : **Téléphone** (oui, du rock, du vrai rock, pour les branchés sans fil ! *Quel style, ce Momo, quand même !* NDLC) jusqu'au 28 février au **Palais des Glaces** vous écouteront **Anne Sylvestre**.

Intercommunal Free Danse Music Orchestra, le 20/21, **François Bourreau Trio**, le 26/2 et **Edja Kungali. African roots in Music Coret**, avec invitation à la danse le 27 et 28/2 au **Dunois**.

Au **Centre Georges Pompidou** (Beaubourg) :

Expositions : **Les réalistes entre révolution et réaction**, 1919-1939 : présentation des divers courants réalistes en Europe et aux USA, entre les deux guerres : littérature, peinture, architecture.

Mini expo : pour enfants : **Les Indiens d'Amérique du Nord**, débat de la salle d'actualité : à l'occasion de la parution du li-

Pour les rockers, allez écouter **Les Babouches**, vous m'en direz des nouvelles, ils sont jusqu'au 10 à 20 h 15, au **Tremplin de Paris**, 46, rue N.D. de Lorette, 75009

Mi **Pais, Bidonville**, vous connaissez, c'est **Claude Nougaro**, il a un nouveau spectacle jusqu'au 1er mars à 21 h à l'olympia.

La **Galerie Pierre Lescot** accueille **Limage** à l'occasion de la parution de l'ouvrage consacré à **Franta**, elle présente les quatre premiers numéros de **Cahiers, Lunage/Alain Avila**. Exposition des œuvres de **Franta Zeimet, Le Boul'ch, Tilman** du 19 février au 7 mars. **Galerie Pierre Lescot** 28 rue Pierre Lescot 75001.

Tous ceux qui aiment chanter sont invités le 18 février à la soirée musicale et poétique. Le 25, pour quoi deux Français au Brésil. Ils témoignent de leur expérience et répondront à vos questions. Au 74 rue de la Verrerie à l'Atelier 74.

27/2 à 19h. **Tragédie Egyptienne d'Abou Sayf** adapté d'une nouvelle. Le film traite du désarroi d'un jeune venu à la conquête du Caire avec les espoirs de la famille

Vendredi 20/2 à 19h : **le Menteur de Abou Sayf**. L'ouvrier et le journaliste constituent les bases du pouvoir national. Il s'agit d'un journaliste qui recherche les auteurs du vol des biens du secteur public. Il s'infiltre dans la vie des ouvriers et se confronte à eux. Ces projections des films d'Abou Sayf auront lieu au **Centre Culturel Irakien**, 11 rue de Tilsit, 75017.

Concert de soutien pour les prisonniers politiques irlandais avec **Siskin, Yvon Etienne, François Tusques, Gilles Servat** à la **Fac Dauphine** amphithéâtre 8 le 26 février à 20h, 9 place du Maréchal de Lattre de Tassigny 75015.

Areski et Brigitte Fontaine sont en ce moment au **Lucernaire Forum**, où ils passent à 22h 15 sauf le dimanche c'est au 53 rue Notre Dame des Champs. Bonne musique.

La vie quotidienne des Portugais en France 160 photographies de **Octavio Pawel** du 28/2 au 27/3 à l'**ICEI**, 43 bis rue des Entrepreneurs. L'entrée est libre et le vernissage aura lieu le vendredi 27/2 à partir de 18h.

Beaubourg (Centre Georges Pompidou). Toujours l'expo : **Les réalistes entre révolution et réaction** 1919-1939.

Débats de la salle d'actualité : à l'occasion de la parution aux Editions Klincksieck du **Livre de Galila et Dimna** et aux Editions Gallimard. 19 février **Littérature arabe**.

A propos de la sortie aux Editions Albin Michel du livre **Reggae Pur Sang** de Stephen Davis et Peter Simon? 23/2 : le reggae.

Projection vidéo : le 27, la musique du monde noir. Série la mémoire du peuple noir. **L'Aventure américaine** et la **Voix jamaïcaine**.

BANLIEUE

BOIS COLOMBES

Centre 72, 72 rue Victor Hugo, du 23/2 au 7/2, **Exposition : La Prison dans la ville**, présentée par l'ARAP (association-réflexion-action prisons et justice)

Peintures sur toiles, sur soie, et objets réalisés par des prisonniers

Débats : 25/2 à 20h30, **Nous et la Justice. Les victimes, les délinquants**.

27/2 à 20h30, **la Prison**. 4/3 à 20h30, **La délinquance chez les jeunes**, avec **Guy Gilbert**, préteur-auteur d'*« Un préteur chez les loubards »*. 6/3 à 20h30. Après la Prison, que faire ? **Formation et réinsertion**.

Pour tous renseignements, tél : 781-52-73

COURBEVOIE

A la **Maison pour tous**, le 28/2 musique d'Amérique du Sud, avec le groupe chilien **« Karaxu »**

EVRY

A l'**Agora**, trois femmes Algériennes vont pouvoir s'écarter en Kabyle, le 20 février à 21h : **Djurdjura** pour ceux qui aiment le rock le 27/2 à 21h, concert de rock avec le **Groupe Chrysalide**

MASSY

Au **Centre Omnisports**, un grand Rocker aux gants de velours, mieux que Higelin : **Bashing** le 20/2 à 21h.

SARCELLES

Au **Forum des Cholettes** le 28 février (21h), **Djurdjura**. 3 femmes algériennes (qui ont beaucoup de charme) chantent à Kabylie.



NANTERRE

Au théâtre des **Amandiers**, le 28/2, à 20h30, **Albert Mangelsdorff** à la trombone et **Wolfgang Dauner** au piano... du super jazz.

PROVINCE

ARLES

Cinéma **Maghreb** à la **Maison des Jeunes**, bd des Lices : 27-28/2 au 1er mars : **le Cercle de la vengeance**, de **sAmi Spif**.

STRASBOURG

L'immigration aujourd'hui au **Forum Maison Rouge**, place Kléber, organisé par le **CLAPEST** 21/2, conférence débat **« L'évolution de la migration en France, depuis 45, perspectives de la décennie 80 »**, par **Antonio Perroti**.

25/2 **« French Connection »**, Film sur la situation des **Travailleurs Turcs** sans papiers travaillant dans la confection à Paris, et du 17 au 26/2, **Exposition sur l'immigration**, ouverte du mardi au samedi de 10 h à 19 h, possibilité de visite par groupes scolaires. Tél : 22 12 93

MEUDON

Au **Centre Culturel** le 21/2 à 21h, **Chantal Sauvolle** (je ne connais pas, mais écrivez-moi pour dire ce que c'est...) le 26/2 à 21 h, **Rachid Bahri**

Courbevoie

Semaine sur l'immigration à la **basquaise** des **libraires** des **Villes** 17/2 à 21h cinéma/débat. **Hégire** au **XXème siècle** de **Salah Riza** (j'espère qu'il parlera aussi du journal SF). **Elise ou la crue** rue de Michel Drach, 20/2 à 21h théâtre.

Cirque d'Amar par la troupe **Nedjma**.

LA ROCHELLE

A la **Maison de la Culture** et du **Centre Ovest**, le 19/2 à 20h30, **San Kai Juku** danse et musique **« Bulo »** (musique du Japon contemporain pour ceux qui ne connaissent pas).

Le 27/2, à 20h30, **Los Jaivas**, musique traditionnelle chilienne et électro-acoustique en hommage à **Violetta Parra**.

RENNES

film. 21/2 à 21 H, film tunisien **Oum Abbès**, qui repassera le 22/2 à 18h30. 28/2, à 21 H, film espagnol **Del rosa Al Amarolito**. Organisé par **L'Asti** qui tient ses permanences de 14h à 20h et le vendredi 14, à 21 H.

La **maison de la culture** présente en prélude au 8e Festival des Arts traditionnels qui se déroulera du 22 avril au 29 avril, un regard sur les musiques traditionnelles : **le son des Cordes de l'Asie**. Durant 5 jours (du 17 au 21/2), tour à tour des musiciens de Corée, d'Indonésie, d'Iran, de Turquie et de l'Inde, donneront des récitals. Le 17, vous écouteriez le **Kayageum de Corée**, par **Byunti Hwang**, le 18, **Kacapi d'Indonésie**, le 19 **Sarb et Satar d'Iran**, par **Djmachid Chemirani**, le 20, **Saz de Turquie**, avec **Talip Oskan**, et le 21 **Sitar** et **Tabla-s de l'Inde**, avec **Ravi Shankar**, qui clôturera cette semaine. Tous ces spectacles à 20h30.

ORLEANS

Au théâtre municipal, à 17 H, **Angel et Isabel Para**. De la **Sitar Indienne** par le grand **Ravi Shankar**, le 24 **Ravi Shankar** le 24/2 à 20h30 au **Carré St Vincent**

ANGERS

Du bon jazz dans votre ville avec **Stan Getz Quintet**, le 26/2 à 20h30, au **Théâtre**.

ANNECY

21/2 à 20h30, à l'**Ecole du vieux Moulin** danse classique et jazz. Si vous vous ennuyez à ce concert, il y en a un autre à 21 h, un concert rock progressif **Ultimate Atome**.

Belfort

Notre ami **Habib** du théâtre **Macadam** fait des animations d'enfants (j'espère qu'il leur fera part) à l'**Aspi**, au 18 rue du 18 juin.

MONTCEAU LES MINES

Au **centre d'Animation et de rencontre, Imago**, le 24/2 à 21 h.

NANTES

Forum sur l'amitié entre les peuples, le 21 février 81, à la **Bourse du Travail**, organisé par le **Comité local du MRAP**, dont le président, **Mr Valomet** ouvrira le Forum.

Albert Lévy sera présent, l'intervention du **CCFD** portera sur **« les droits des Hommes et des peuples pour la paix au développement »**, il y aura des débats sur **« le couple mixte »**, sur **« l'accueil et l'amitié »**, **« Télécommunication et Communication »**, sur le colonialisme, racisme et autodétermination, sur la répression et minorité en Turquie, **« l'Amitié entre les peuples »**, **« les Maghrébins, une minorité de trop »**, par notre ami **Riza Salah**... et à 20h30, la journée se terminera à l'auditorium avec le groupe **Alwan** (chants marocains) le chanteur gabonais **Georges Forest** et **Talila** (chanteuse yiddish).

CLAMART

Au **Centre Culturel Jean Arp** le 21/2 à 20h30, **Roger Mason** et les **Touristes le Groupe Longue Distance**

ETRANGER

BELGIQUE

Djamel Allam fera une tournée le 22 à **Seraing**, il sera au **Foyer Culturel**, le 23/2 à **Tournai** à la **maison de la Culture**, le 24/2 au **Théâtre 140**, à **Bruxelles**, le 27/2 au **Plessis Robinson**, à l'**Eglise St Marie Madeleine**

TV... TV... TV... TV...

Trait d'union

MOSAIQUE

Emission du 22 février 1981

Emission No 18

Samedi 21 février 1981
Sur FR3, de 12 h à 12h30

Thème : **« Résorption de la cité d'accueil de Bias »**

En 1975, cette petite ville a fait beaucoup parler d'elle, certains français-musulmans y séjournant ayant fiât la grève de la faim. Qu'est devenue cette cité d'accueil ? **M. Dubois**, maire de Bias, répond à cette question.

Mme Villato, du Ministère de la santé, **M. Bencherrane**, chef du **Biac de Bordeaux**, et deux français musulmans participent au débat.

« Images de » :

« Spéciale Toulouse » :

« Dialogue » préparé par **Jacques Pfirrmann**

« Femmes », proposée par **Françoise Picouleau**

« Loisirs-Vie Culturelle », présenté par **Mouloud Mimoun**

« 7 jours du Monde »

« Variétés »

« Groupe de l'amitié » :

Groupe musical de l'Association du Centre d'Accueil des enfants immigrés de Toulouse (Algérie).

Josiana, française, chante en Occitan et marque ainsi la communauté d'origine de part et d'autre des Pyrénées.

L'ensemble de l'émission sera consacré à **Toulouse et sa région**.

Action du **Comité d'Aide Sociale de Toulouse**.

« Le portrait d'une jeune ouvrière immigrée en région Toulousaine ».

Les différentes possibilités de loisirs, en compagnie de deux jeunes immigrés.

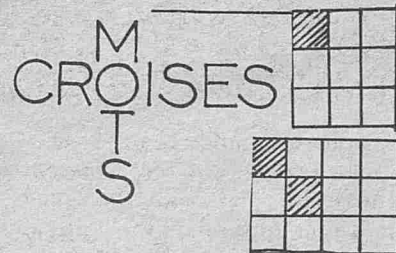
L'actualité, tant en France que dans la région **Midi-Pyrénées**.

Fernando Marques, chanteur Portugais.

« Groupe de l'amitié » : groupe folklorique Marocain habitant la région Toulousaine.

Groupe musical de l'Association du Centre d'Accueil des enfants immigrés de Toulouse (Algérie).

Josiana, française, chante en Occitan et marque ainsi la communauté d'origine de part et d'autre des Pyrénées.



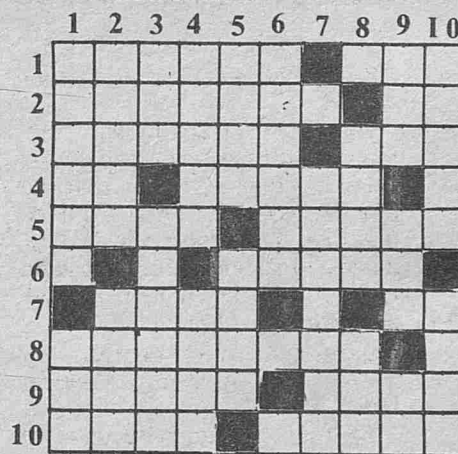
Grille "Département".

de hartmann

VERTICALEMENT :

- 1 DÉPARTEMENT - DÉPARTEMENT.
- 2 CONSTELLATION - MONNAIE.
- 3 POISSON - PHÉNIX.
- 4 SONGÉE - GÉNÉRAL.
- 5 M'ÉTAT NATIONALE - HINNIGHNE.
- 6 HINNIGHNE VILLE.
- 7 PHÉNIX HINNIGHNE.
- 8 PHÉNIX HINNIGHNE - HINNIGHNE.
- 9 SONGÉE EN SINGÉE - HINNIGHNE.
- 10 DÉPARTEMENT - DÉPARTEMENT.

Grille inédite.



HORIZONTALEMENT :

- 1 DÉPARTEMENT - DÉPARTEMENT.
- 2 DÉPARTEMENT - EXCHANGION.
- 3 DÉPARTEMENT - PHÉNIX.
- 4 NOTE - HINNIGHNE.
- 5 PHÉNIX HINNIGHNE - HINNIGHNE.
- 6 HINNIGHNE.
- 7 PHÉNIX HINNIGHNE - HINNIGHNE.
- 8 VENTILATION.
- 9 DÉPARTEMENT - HINNIGHNE DE VOIX.
- 10 DÉPARTEMENT - HINNIGHNE.

NOUVELLE

La visite du Bienfaiteur

Hamdou Akka fut le premier à avoir introduit le luxe du tabac dans la région. Lui-même ne fut séduit par les effets grisants de la pipe qu'après avoir bel et bien atteint l'âge de raison.

Ses passages dans la vallée des Aït Bihi supplantèrent inmanquablement par leur senteur le pipi des écuireux affolés eux-mêmes par cette émanation singulière d'humus brûlée. Ses retours effaçaient par bouffées l'exhalaison métallique des écorces d'organiers quand ces chétifs arbres se mettent à se vautrer de soif et gauchir sous les implacables rayons de la braise solaire.

Car Hamdou Akka passait et repassait dans ses perpétuels voyages piétonniers, pour s'approvisionner en tabac dans des boutiques lointaines.

Tant et si bien qu'il devint, sans que personne ne l'en désigna, le porteur et le rapporteur de nouvelles pour l'ensemble des hameaux des Aït Bihi. Les paysans prirent alors l'habitude, dès que leurs narines déséchées signalaient l'humus brûlé, de s'adresser à Hamdou Akka sans cesser de remuer de leur geste séculaire la maigre argile des champs teigneux : « Alors, Hamdou Akka, que se passe-t-il aujourd'hui par là-bas ? »

Et le porteur des nouvelles, sans cesser de marcher, répondait en un flot d'informations nébuleuses qui, au rythme de ses pas, s'éloignaient et se perdaient à travers les chemins poussiéreux et les roches des Aït Bihi.

Hamdou Ouakka, qui passait et repassait chercher du tabac à aspirer tout comme le temps qui aspire les jours et ceux des paysans courbés sur leur champ désespérément teigneux, mais qui demeurent immortels en dépit des aléas de l'existence et des écueils des temps.

C'est vers cette époque où son fils allait se faire cisailier trois doigts par une vipère en escaladant les murs du cimetière pour dérober des bougies, que Hamdou Akka annonça dans les jalons de son auditoire qu'« ils » allaient arriver et que tout le monde allait avoir à s'occuper d'autre chose que de guetter une fumée de pipe.

On ne se remémora les menaces diffuses du rapporteur des nouvelles que le jour où trois inconnus firent une subite apparition au bord du puits des Imjjad, unique source d'humidité pour les boues aux heures infernales où ils reviennent des montagnes pour s'abreuver, ramollis par la soif et essouffés par les harcellements des bergers endurcis par l'absence éternelle des feuillages.

Deux soldats fourrés de balles escortaient un individu éclatant de blancheur, perché sur une jument fine comme une aiguille et brillante comme un diamant.

L'homme à la jument-diamant ne s'arrêta sur le bord du puits que le temps d'énoncer une solennelle consigne : « Sidi Moussa le Bienfaiteur va passer par cette contrée et va installer ses tentes ici même à proximité du puits. Tous les bien-portants doivent venir le saluer ». Ensuite, sa jument-diamant se remit à trotter tout finement pour regagner d'autres contrées. Mais le lendemain à l'aube,

la consigne s'était déjà répandue toute seule, comme si les lézards, fourmis, organiers et falaises s'étaient mis par soumission à reproduire indéfiniment l'écho des mots de l'homme à la jument jusqu'aux foyers les plus reculés des Aït Bihi.

Et comme personne ne comptait les jours, on ne sut combien de nuits après, on découvrit une forêt de tentes somptueuses autour du puits des Imjjad qui n'a pas dû assouvir tant de bouches à la fois depuis l'Époque où le Prophète Youssef, le Commandeur des Précipitations, passant par ces montagnes fantomatiques, avait décidé, que seule cette maigre source allait asperger les damnés vivants de ces limbes.

Sidi Moussa « le Bienfaiteur », ne décida de quitter ses couches et ses concubines que quand on lui fit parvenir que toute la population l'attendait impatiemment depuis les tous premiers picotements de la braise Céleste. Il fit alors son apparition publique et se hissa sur son estrade vaporisée, puis se mit à prononcer des paroles que seuls ses proches eurent le privilège d'entendre dans le péle-mêle des foules sollicitant sa noble voix.

Pourtant, peu après, tout le monde ne tarda pas à se faire expliquer que le Bienfaiteur avait exprimé son contentement d'être ici parmi les siens. Car, dit-il, « sa dynastie aurait

eu quelques tantes de cousins originaires de ces régions ». Des « oui-dires » prudents ajoutèrent qu'il fallait être reconnaissant au privilège d'une telle visite.

Miel, blé, et bétail affluèrent alors pendant trois jours dans les mystérieuses tentes du Grand Visiteur, comme il se devait paraître dans cette occasion. C'est même depuis, qu'on n'entendait plus parler de la fille des Addi que, d'ailleurs, on ne pouvait voir sans voile, tant elle éblouissait de beauté.

Quand le grand puits des Imjjad était tari, il n'y avait plus que parfums et résidus dans ce qui fut le campement du « Grand Bienfaiteur » Sidi Moussa. C'est précisément depuis cette époque, qu'Hamdou Akka fut investi du titre de « Représentant Officiel des Autorités auprès des Citoyens ». Beaucoup ne comprirent pas encore la signification d'une telle dénomination, lorsque Ouakka se mit à frapper aux portes pour demander les noms et les prénoms de chacun des membres de la famille, grands et petits, aveugles ou estropiés. On ne comprit pas non plus quand il revint réclamer l'« Aidi Obligatoire à la Nation », ni quand il convoqua les plus forts gaillards pour, dit-il, « bâtir la route Nationale No 127 ».

Il fallut pour se rendre compte de l'investiture de Hamdou Akka qu'un jour il arriva lui aussi, escorté de deux soldats fourrés de balles, devant la maison de « Baha l'Entêté », qui avait plus ou moins expliqué que Sidi Moussa « le Bienfaiteur », n'avait rien d'un bienfaiteur, mais qu'il avait plutôt l'allure d'un bandit, puisqu'il n'a fait, somme toute, qu'emporter notre bétail et nos provisions, et même la fille des Addi.

Adghirni Ali,



(À SUIVRE)